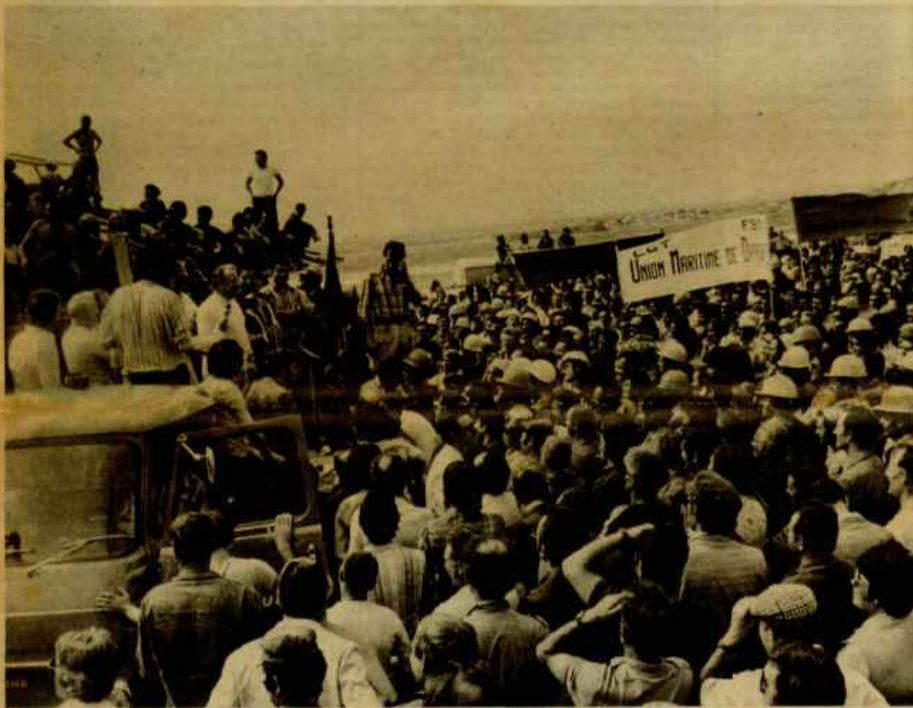


INFORMATIONS OUVRIERES

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière

FOS, LIP, pour la défense de l'emploi, les travailleurs cherchent à tâtons...



...le droit au travail est incompatible avec la propriété privée des moyens de production

30 JUIN : A L'INITIATIVE DE L'ANJR CONFÉRENCE NATIONALE DES RESIDENTS DES FOYERS DE JEUNES TRAVAILLEURS

SOMMAIRE

Après le meeting fasciste d'Ordre Nouveau, faire échec aux provocations policières	2
La presse à l'heure Lip	2-3
Quel Parti socialiste ?	2-3
SNI : le débat doit s'élargir	4-5
Comment défendre l'institution de la Sécurité Sociale	4-5
Assimiler la riche expérience des récents mouvements (Caterpillar, Bourgogne Electronique)	6-7
MNEF, faire échec à la normalisation	7

30 juin : Conférence nationale des jeunes résidents	7
Châteaux en Sibérie	8
Prague, remous au sommet	8
Québec : vers le parti ouvrier indépendant	9
Pampelune : la classe ouvrière tient bon	10
Portugal : le PC entre le corporatisme et le libéralisme bourgeois	10
Ce qu'a été la grève générale à la Réunion	11
Argentine : Péron parviendra-t-il à sauver l'Etat ?	11
Les provocations dans la IV ^e Internationale	12

n° 1024377
CEDOC
FONS
A. VILADOT

N° 617
Semaine du
27 juin
au 4 juillet
1973
PRIX : 2 F

EDITORIAL

Que sont en train de démontrer les travailleurs de Lip ?
Que l'autogestion passe du rêve à la réalité ?

Les partisans les plus autorisés du « socialisme autogestionnaire » s'en défendent énergiquement. Car, nul ne l'ignore, les travailleurs de Lip ont ouvert les livres de comptes de leur patron, ils ont mis la main sur ses machines et sur ses stocks de marchandise. Pour les dirigeants de la CFDT, l'autogestion serait vraiment bien dangereuse si elle impliquait d'aussi profondes incursions dans le droit sacro-saint de la propriété capitaliste.

Travailleurs et délégués de Lip ne nourrissent d'ailleurs eux-mêmes aucune illusion. Ils savent parfaitement que les stocks vont s'épuiser rapidement. Ils n'ignorent pas que les banquiers leur refuseront le moindre centime d'escompte et de crédit. Ils ont tout lieu de croire que la justice ne négligera aucun moyen de droit ou de force, dès que les circonstances le permettront pour restituer son bien à ce patron en déroute qui a nom Fred Lip. Combattant pied à pied pour la défense de leur emploi, ils n'ont pas le cœur à bavarder fumeusement sur l'autogestion.

Alors, que sont en train de démontrer les travailleurs de Lip ? En lutte pour la défense de leur emploi, en lutte pour faire respecter leur droit au travail, ils ont été conduits à mettre la main sur les biens du patron. Cela signifie-t-il que le capitalisme pourra être exproprié entreprise par entreprise, et les droits fondamentaux des travailleurs garantis de la même manière ? En aucun cas, et les travailleurs de Lip le comprennent fort bien.

Cela signifie d'abord que toute défense conséquente du droit au travail passe par la remise en cause de la propriété privée des moyens de production.

LE DROIT FONDAMENTAL DES TRAVAILLEURS A LEUR EMPLOI EST INCOMPATIBLE AVEC LE SECRET COMMERCIAL ET LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DES MOYENS DE PRODUCTION.

Voilà ce que les travailleurs de Lip sont en train de dire bien haut à toute la classe ouvrière, à tout le mouvement ouvrier. Peuvent-ils aboutir, seuls, à Besançon ?

Certainement pas. Encore que, comme en témoignent les déclarations d'Edgar Faure, la bourgeoisie comprend parfaitement la menace, et annonce déjà une intervention de l'IDL, dont on peut être sûr qu'elle n'aurait même pas été envisagée si l'on s'en était tenu aux sempiternelles grèves tournantes et journées d'action.

Alors, comment donner sa pleine portée au geste des travailleurs de Lip ?

Certainement pas par les déclarations générales d'une solidarité abstraite qui se multiplient dans les sommets du mouvement ouvrier officiel.

Aider Lip, c'est prolonger l'action des ouvriers de Besançon.

Ils n'ont pas hésité à porter la main sur les biens du patron. Prolonger leur action ce serait, pour les syndicats d'employés de banque, décider de faire attribuer de leur propre chef les crédits nécessaires, et d'interdire ainsi au capital financier d'étrangler le mouvement des travailleurs de Lip.

Ce serait, pour les confédérations et pour les partis ouvriers s'engager dans la voie du combat pour l'expropriation du capital et pour la destruction de l'Etat bourgeois.

Edgar Faure a déclaré que l'action des travailleurs de Lip est licite car il y a « carence » des propriétaires de l'entreprise.

La vérité est celle-ci : il y a carence du capital, carence de toute la classe des exploités, incapables d'assumer le respect des droits fondamentaux des travailleurs.

Les exploités sont fondés à agir en conséquence.

Ils sont fondés à agir pour un gouvernement à eux, un gouvernement sans représentants des patrons, un gouvernement qui imposera l'ouverture de tous les livres de comptes, l'abolition du secret commercial, un gouvernement qui s'engagera dans la voie de l'expropriation du capital et de la destruction de l'Etat des exploités.

Voilà ce qu'il faut conclure du mouvement des travailleurs de Lip.

Logo of the General Secretariat of the CGOC (Comité Général d'Organisation des Ouvriers de la Confédération Ouvrière de la France) with the text 'Comité Général d'Organisation des Ouvriers de la Confédération Ouvrière de la France' and 'CEDOC' below it.



4 000 abonnements d'été à "I.O."

A la date du 20 juin, c'est un peu plus de 4 000 abonnements d'été qui ont été souscrits par nos lecteurs à Informations Ouvrières. Nous avions annoncé qu'après cette date, il n'était plus possible, pour des raisons de montage, d'honorer les abonnements d'été.

Par contre, ceux de nos lecteurs qui désiraient recevoir Informations Ouvrières à partir du mois de juillet ont la possibilité de s'abonner soit pour six mois, soit pour un an, les abonnements normaux à I.O. étant servis sans interruption.

Rappelons que les souscripteurs des abonnements d'été recevront le numéro 618 de douze pages qui sortira mercredi 4 juillet. Le 11 juillet paraîtra sur 8 pages le n° 619 puis, par la suite, I.O.-vacances sortira tous les 15 jours jusqu'au 5 septembre, date de parution du n° 623 qui clôt les abonnements d'été normaux à 10 F.

Les abonnés d'été « spécial étudiants » recevront en plus les trois numéros sur douze pages de septembre ainsi que le premier numéro du mois d'octobre (n° 627 du 3 octobre).

La campagne des abonnements d'été a atteint ses objectifs.

Elle témoigne ainsi des possibilités qui sont celles des militants qui luttent pour la construction du parti révolutionnaire.

Il n'en demeure pas moins que la vente militante de I.O. se poursuivra pendant les mois de juillet et d'août, auprès des lecteurs réguliers qui n'ont pas souscrit d'abonnements d'été ainsi que des travailleurs et militants qu'il s'agit d'associer au combat politique de l'OCI, de l'AJS, de l'Alliance Ouvrière et des groupes politiques.

Souscrivez sans attendre au livre de Pierre Lambert

C'est dans les semaines qui viennent que les militants de l'OCI, de l'AJS, de l'Alliance ouvrière, des groupes politiques comme tous nos lecteurs se doivent de souscrire à un exemplaire du livre que Pierre Lambert prépare sur « Lénine-Trotsky, la IV^e Internationale ».

Pour qu'il puisse être édité et paraître à la fin de l'année 1973, il est indispensable que dès la rentrée le nombre de souscriptions soit suffisant pour couvrir les frais d'impression.

Rappelons que cet ouvrage de Pierre Lambert constituera une nouvelle contribution au débat qu'ouvre l'OCI sur les enseignements de l'histoire de la IV^e Internationale, dont une première session a eu lieu les 2 et 3 juin derniers. Les 3 et 4 novembre auront lieu deux journées de discussions sur le thème : « L'étude du combat de la IV^e Internationale pendant la seconde guerre mondiale, la reconstitution de la IV^e Internationale (1943-1946) jusqu'à la scission pabliste (1952-1953). »

Le livre de Pierre Lambert introduira les débats de la troisième série d'une Journée d'Études qui se déroulera le 21 janvier 1974, en commémoration du cinquantième de la mort de Lénine.

L'ouvrage, une fois paru, sera mis en vente au prix de 20 F. Le prix de souscription est fixé à 30 F, à verser (accompagné du bulletin de souscription à se procurer auprès des militants et des diffuseurs de I.O.) au CCP ILTIS n° 573-42 Paris.

NOTES POLITIQUES

Après le meeting fasciste d'ordre nouveau, faire échec à la provocation policière

Communiqué de l'OCI (25 juin)

L'O.C.I. (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) et l'A.J.S. (Alliance des jeunes pour le socialisme)

Déclarent :

1) « Ordre nouveau », l'organisation qui a convoqué un meeting à la Mutualité, est une organisation fasciste, raciste, de nature hitlérienne.

2) « Ordre nouveau », organisation de nature raciste-hitlérienne, combat contre les libertés pour tenter d'instaurer dans ce pays une dictature fasciste. Le mouvement ouvrier — syndical et politique — et démocratique estime en conséquence qu'il ne saurait être toléré qu'« Ordre nouveau », ennemi de la liberté, puisse bénéficier de la liberté de s'organiser pour liquider les libertés.

3) La lutte contre « Ordre nouveau », pour la défense des libertés, doit être assumée par le mouvement ouvrier et démocratique qui, en réalisant son unité, doit prendre toutes les mesures d'action, dans tous les domaines, pour étouffer dans l'œuf toute renaissance du fascisme, de l'antisémitisme, du racisme.



4) L'O.C.I. et l'A.J.S. ne partagent pas la politique des organisations gauchistes. Pour ce qui concerne la Ligue communiste, l'O.C.I. et l'A.J.S. prennent acte de la déclaration publiée en tract par cette organisation qui l'amène à condamner comme une « erreur » les affrontements du jeudi 21 juin 1973, erreur qui a ouvert, selon les termes mêmes du tract diffusé par la Ligue communiste, le champ libre aux « véritables responsables... qui ont abandonné d'ailleurs le terrain dans l'espoir que nous (la Ligue) commettrions des erreurs ». Autrement dit, les « erreurs » politiques commises par la Ligue ont permis à la provocation de s'exercer largement.

5) L'O.C.I. et l'A.J.S. ne sauraient accepter la tentative de placer sur le même plan « Ordre nouveau », organisation hitlérienne, et la Ligue communiste, organisation ouvrière au même titre que le PS, le PCF, la CGT, la CGT-FO, la FEN, l'OCI et l'AJS. Les forces intéressées à la destruction des libertés et au maintien de l'ordre bourgeois le comprennent si bien, que tous les démocrates, tous les militants d'organisations ouvrières doivent condamner « la perquisition arbitraire et illégale — sans témoins — des locaux (de la Ligue communiste), la détention abusive de militants, la saisie de matériel et de documents » selon les termes de la déclaration de la Ligue communiste.

L'OCI et l'AJS, qui protestent vigoureusement contre les mesures prises contre la Ligue communiste, déclarent qu'elles s'associent à la Ligue communiste qui demande à toutes les forces démocratiques et ouvrières de réagir dans l'unité.

SELIO

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris-10^e
C.C.P. 31.697-97

Pas de vacances sans soleil... bien sûr !
Mais aussi... pas de vacances sans lecture...

Alors, avant de partir, passez par le SELIO ou adressez-nous vos commandes. Elles seront honorées par retour.

La presse à l'heure Lip

Trois thèmes ressortent des commentaires de la presse à propos de la décision des travailleurs de LIP de produire et vendre des montres sous leur contrôle, pour pouvoir toucher leurs salaires et défendre leur emploi. Le premier est qu'il y a là une atteinte à la propriété privée des moyens de production, ce qui est fort grave, surtout à une époque où tous s'évertuent à prouver que le problème de la propriété privée ou collective n'est plus à l'ordre du jour, mais que tout est une question « de gestion et de pouvoir au sein des entreprises » (La Croix, 23-6).

Le deuxième thème est qu'il ne faut surtout pas appeler cela l'autogestion (évidemment puisque l'autogestion n'a rien à voir avec l'atteinte à la propriété privée). Le troisième est qu'en fait il s'agit là surtout d'un problème de participation. En somme, ce qui a choqué les travailleurs, ce n'est pas d'être licenciés, c'est de ne pas l'avoir su plus tôt.

Tout cela est dit en termes fort prudents. Le large mouvement de solidarité autour des travailleurs de LIP, les craintes de sanctions encore plus générales et plus brutales en cas de répression (comme l'ont montré les réactions aux violences policières contre la manifestation des travailleurs de Besançon la semaine dernière), tout cela interdit à ces Messieurs de jeter de l'huile sur le feu et c'est en termes mesurés qu'ils parlent de choses qui leur font horreur. Témoin cette appréciation du Figaro (dont on sait ce qu'il doit penser sur des atteintes à la sacro-sainte propriété privée du capital) : « La décision prise par l'assemblée générale du personnel de gérer provisoirement l'usine et de vendre directement le produit de la fabrication émeut un certain nombre de bisontins qui ne peuvent se résoudre à accepter tout à fait un système qui les effraie. »

Il est vrai que plus loin Le Figaro se couvre de l'autorité des cadres de l'entreprise pour réaffirmer plus fermement certains « principes intangibles » : « Les cadres de l'entreprise sont les premiers à être



partagés entre leur désir de défendre leur emploi et le respect d'un certain nombre de principes qu'ils n'entendent pas remettre en cause. »

Hubert Emmanuel, dans Le Figaro du 25-6, rappelle qu'il y a des lois et des tribunaux dans ce pays pour punir le vol et les complices d'un vol : « Vendeurs et acquéreurs n'ont envisagé la situation dans laquelle ils se sont placés que sous l'angle pénal. Ils ont d'ailleurs été assez curieusement encouragés par le secrétaire d'État auprès du ministre du Travail, aux yeux de qui le problème se limite à la capacité d'absorption des prisons pour le cas où des poursuites seraient exercées pour recel... En dehors de la question des poursuites pénales qui peuvent être étouffées dans l'œuf, reste sur le plan civil et commercial à régler des litiges dont il sera peut-être plus difficile de faire abstraction. »

Mais un problème se pose à ces défenseurs de la propriété privée, car les patrons de LIP sont vraiment indéfendables, ils ont géré leur affaire comme des incapables, ils ne se sont pas occupés à temps des conséquences, ils ont déserté leur poste, laissant toute la bourgeoisie dans une situation impossible.

Au point que l'éminent professeur de Droit Edgar Faure a été jusqu'à déclarer : « Il n'y a pas lieu de reprocher aux salariés cette attitude, puisqu'il y a carence. C'est une théorie générale du droit qui permet, quand une affaire est à l'abandon, de la gérer, si on le fait honnêtement, et c'est le cas. »



UNE grande partie de la presse politique avait profité de la préparation du congrès de Grenoble pour continuer à dessiner la stature d'homme d'Etat responsable de celui qu'elle n'appelle plus que « l'ancien candidat unique de la gauche à l'élection présidentielle de 1965 ».

Mais, en même temps, était entretenu un battage publicitaire sur le CERES, gauche et moderniste, en liaison avec le congrès de la CFDT et l'appel de E. Maire à la constitution d'un front autogestionnaire. En fait, il apparaît qu'il s'est surtout agi d'un congrès confus, terne, « où l'heure d'un choix politique fondamental n'est pas encore venue » (Combat), d'un parti qui « demeure fragile » (Le Monde).

Un congrès d'où tout suspense était banni puisqu'on connaissait d'avance le résultat des votes et l'écrasante majorité de Mitterrand et ses amis (85 %). « Alors, Grenoble, est-ce un congrès pour rien ? Simplemont pour montrer que M. Mitterrand demeure bien à l'aise, à la tête de son parti ? Certes » (L'Express).

Certes, mais les deux points sont liés. La confusion et la platitude des débats tiennent aux raisons pour lesquelles Mitterrand a gagné, et à sa manière.

C'est après le discours de Bonaparte caustique, que Mitterrand a prononcé le samedi matin que tous sont rentrés dans le rang et que le CERES a renoncé à se battre sur ses positions.

Mitterrand et « ses amis » ont gagné et contrôlent maintenant à eux seuls, l'appareil du parti socialiste. L'expression « et ses amis » est reprise par tous les observateurs, ce qui montre bien la difficulté qu'il y a à caractériser comme un courant politique ou une tendance, un groupe, une équipe de gens qui sont entrés au PS à Epinay il y a deux ans et ont, dans ce court laps de temps, « mis la main » sur le vieil appareil du PS issu de la SFIO, en quelques brèves étapes dont la dernière a été le ralliement de Savary et de sa tendance.

Mitterrand a gagné mais rarement il aura été plus juste de dire « il n'est fort que parce que les autres sont à genoux ».

C'EST ELA a au moins l'avantage de dissiper les illusions sur les « gauches » du PS. Curieusement d'ailleurs, c'est Mitterrand lui-même qui a engagé cette « clarification ». Il ironise sur le Parti socialiste qui est « un oiseau qui va tout droit, bien qu'il ait des ailes qui ne vont que d'un côté... Le parti socialiste a donc quatre ailes gauches et le CERES est la plus à gauche ».

Cette bouillante « aile gauche », ce CERES-autogestionnaire dont nous avons déjà montré les liens programmatiques avec le courant néo-socialiste à la Deat et le caractère réactionnaire (voir I.O. n° 612) s'est tellement couché à plat ventre, à tellement rampé et léché les bottes du maître qui le fustigeait que même le journal Le Monde, dans son éloge à Mitterrand a un mot de pitié pour Chevènement, Sarrot et Motchane : « Poussant très loin, trop loin Pironie et la causticité à l'égard de ses alliés... du CERES... de la gauche... de la gauche... jusqu'à briser... le lien... avec le communisme avec de vrais petits-bourgeois. »

Quel parti socialiste ?

Il est vrai que le CERES est maintenant de plus en plus dirigé par G. Martinet, homme peu susceptible et habitué à boire le calice jusqu'à la lie, comme il l'a montré encore récemment en menant le PSU au désastre, avant de venir au PS ouvrir la voie à ses dépouilles.

Mitterrand n'a pas été plus tendre pour Poperen : « L'écartation ne doit pas suppléer l'analyse. Il ne suffit pas de dire qu'on est dans la majorité. La politique, ce n'est pas un jeu d'écritures. Là-dessus, nous sommes tous imbattables. Quand on se fatigue d'être minoritaire ce n'est pas suffisant. » Et pourtant Poperen n'avait pas besoin d'être amené ainsi à Canossa.

La presse avait déjà salué d'un grand éclat de rire les piétreuses manœuvres dans lesquelles s'était emporté Poperen, qui, après avoir tenté de faire accréditer auprès de ses propres militants sa volonté de construire dans le PS un courant de lutte de classe dans la lignée de Pivert, liquidait son propre courant en échange de l'espoir d'un siège au secrétariat. Amiral qui brûle ses vaisseaux en allant à la bataille pour prouver sa bonne volonté à l'adversaire. Le mieux qui puisse lui arriver est, maintenant, la discrétion et l'oubli dont fait gentiment preuve à son égard la presse qui ne lui consacre qu'une ou deux lignes en passant.

On apprend par *Le Monde* que le congrès s'est rejoué à huis clos à la commission des résolutions dans la nuit de samedi à dimanche, jusqu'au début de l'après-midi (à laquelle d'ailleurs les leaders ne participaient pas puisqu'ils assistaient avec Mitterrand et Defferre au championnat du monde de boxe des Welters) et que « de longues heures de discussions souvent passionnées, parfois très dures, entrecoupées de réunions de tendances, furent nécessaires pour enfanter un texte de synthèse dont la naissance ne s'annonçait pas si douloureuse. Il y a eu plusieurs petits congrès agités dans ce grand congrès un peu morne ».

En tout cas, ces affrontements n'apparaissent pas dans la résolution générale. L'autogestion et l'Europe, thèmes chers au CERES (très révolutionnaire en effet) sont renvoyés à des « Conventions idéologiques » pour approfondissement en 1974. Et ceci après que le CERES ait dû avaler les couleurs que Mitterrand lui a servi à ce sujet : « En ce qui concerne l'autogestion, M. Mitterrand se demande si une autogestion générale n'implique pas une collectivisation intégrale. Avec un tel programme, ajoutait-il, ironique à l'égard des congressistes, vous verrez qu'aux prochaines élections, cela ira beaucoup mieux. » (*Le Monde*.)

La manière de Mitterrand c'est celle « du chef de parti, stratège génial qui sait s'affirmer comme le leader de la gauche et comme l'homme d'Etat responsable », comme le note *Le Monde* dans son éloge dithyrambique. C'est là le fondement de l'unanimité de cette majorité de 92 % qui regroupe des groupes aussi divers que les amis de Mitterrand, le CERES réactionnaire et novelliste et des courants issus de la social-démocratie traditionnelle et liés au réformisme, et qui se détestent cordialement entre eux. Ils se groupent tous autour de celui qu'ils croient capable de leur obtenir un siège dans l'appareil du parti aujourd'hui, dans l'appareil d'Etat demain peut-être, si Dieu le veut.

Pour le reste, Mitterrand est peu sou-



Un nouvel adhérent, Régis Debray.

cilleux sur le fond politique. Tout ce qu'il demande, c'est qu'on lui laisse les mains libres : « Il rappelle qu'il n'a signé qu'une seule motion ». Ne pas se sentir lié à une politique, jouer le rôle d'arbitre entre les courants, à une seule condition : que tous fassent acte d'aliénation et qu'ils ne se comportent pas comme « des municipalités d'alliance avec les centristes ». Bien sûr, je désapprouve et rappelle notre fidélité à la stratégie de l'union de la gauche. Mais il n'y aura pas de chasse aux sorcières. Je ferai davantage la chasse à l'intolérance. »

Les mains libres pour quelle politique ? On ne peut ignorer les appels du pied de la bourgeoisie à l'un des siens à la direction du PS. L'Aurore du 22 juin en donne un bon exemple en appelant le PS à la rupture avec le PC qui lui apparaît comme inéluctable : « L'indignation de « La Nation » ne changera rien à l'évidence : il y a dans l'air, dès maintenant, le sentiment que sous peu, ap-



paraîtront la nécessité et la possibilité d'une autre majorité que celle-là, que cette majorité bancaire... Les socialistes, pour rééquilibrer politiquement la France, pourraient beaucoup faire au cours de la législature... Demandez aux socialistes s'ils s'esclaffent si fort aujourd'hui, quand on parle devant eux d'une solution de concentration républicaine. »

Bien sûr, le congrès du PS a réaffirmé son attachement à l'union de la gauche, mais Mitterrand a surtout reçu une carte blanche afin de jouer son rôle « d'homme d'Etat responsable ». Le problème qui se pose à lui est : avec quel parti ?

MITTERRAND a en effet maintenant gagné la majorité absolue dans le parti socialiste ; mais dans quel parti socialiste ? Ce point n'a pas encore été tranché, dont *Combat* souligne que « tout indique cependant qu'il deviendra, au cours des prochaines années, de plus en plus difficile de l'étudier ou de le repousser, dans la mesure où l'adoption d'un langage et de thèmes idéologiques étrangers à l'histoire de la social-démocratie l'imposera d'elle-même ».

Cela ne dépend pas seulement de l'évolution interne du PS mais également et surtout, du développement de la lutte des classes qui tranchera dans le cadre de la mobilisation de la classe ouvrière de l'existence d'un parti ouvrier-bourgeois, héritier de la social-démocratie ou de sa transformation en autre chose. Ce à quoi pense Defferre par exemple, quand « il reprend une idée qu'il avait déjà avancée à l'époque de son projet de grande fédération » (*Le Monde*).

Le PS ne s'est pas transformé en un parti du socialisme autogestionnaire comme le souhaite le CERES, mais l'influence de la social-démocratie continue à reculer, y compris le courant de la *Bataille Socialiste* de Mollet-Fuzier qui, avec 8 % des voix, n'apparaît pas comme « une véritable opposition restante » puisqu'il n'a pas présenté une résolution globale ligne à ligne contre la motion majoritaire.

Pour conclure, laissons à Mitterrand le droit d'apprécier les travaux de ce congrès : « Je regrette que le congrès n'ait d'ailleurs pas fait preuve de plus d'idées. Des idées générales, il y en a eu. Mais il n'y en a pas eu qui engagent le parti devant les travailleurs. »

LA PRESSE A L'HEURE LIP (suite)

Dans son désir démagogique de ne pas laisser apparaître le danger, pour le système en crise, de cette manière de confisquer les instruments de production, Edgar Faure vient de dire la quelque chose de bien maladroit. Tous les patrons utilisent aujourd'hui comme argument pour moquer les salaires et licenciés, les difficultés de l'économie française en général et de leur entreprise en particulier, Edgar Faure pense-t-il que les travailleurs doivent appliquer à toute l'économie cette « théorie générale de la carence » ?

Pour tourner cette difficulté supplémentaire que constitue la carence des patrons de LIP, on avance (*Le Figaro* du 22-6) les créances des fournisseurs impayés depuis le 10 mai, à qui appartiendraient ces montres « que les ouvriers et acheteurs volent ». Pourquoi les créances des fournisseurs seraient-elles prioritaires par rapport aux créances des salariés non payés depuis la même date ? Chacun voit l'heure à sa montre (si on peut se permettre ce mauvais calembour) et ce qui choque surtout les bijoutiers-horlogers, c'est que « d'éventuels clients puissent se procurer des montres LIP par un circuit parallèle » (*La Croix*, 22-6) et ceci à 40 % moins cher que le prix habituel.

Par ailleurs, cette décision des travailleurs de LIP a au moins clarifié un point. Thème « nouveau » et très à la mode, l'autogestion trouve des défenseurs dans des milieux de plus en plus larges, depuis les gaullistes de gauche jusqu'au PS en passant par la CFDT. Mais, jusqu'ici, les avis divergeaient grandement sur ce qu'est l'autogestion et son contenu. Pour une fois, ils sont tous d'accord : l'autogestion, ce n'est surtout pas cela.

Occupation d'usine, grève, atteinte à la propriété privée des moyens de production, bien sûr, on est loin des revendications « qualitatives » qualitatifs de vie et de désir de « responsabilités ». C'est La Croix qui dit les choses le plus brutalement : « On comprend que les syndicats CGT et CFDT s'évertuent à dire que l'expérience d'autogestion chez LIP n'a rien à voir avec l'autogestion : ce serait compromettre l'idée elle-même. »

Quant au syndicat CFDT, apôtre de l'autogestion, il s'en sort par un communiqué à propos duquel on peut effectivement évoquer le Sapeur Camembert : « Les ouvriers n'ont pas l'intention de faire une expérience d'autogestion, mais veulent simplement démontrer leur capacité à fabriquer des montres... »

Ce n'est donc pas l'autogestion, mais cela pose par contre le problème de la « participation » pour éviter de tels incidents : « L'autogestion serait chimérique et le personnel l'entend ainsi. Mais je ne vois pas pourquoi il n'y aurait pas lieu de tenter une participation des ouvriers à la gestion », a déclaré Edgar Faure.

A ces sottises, il n'y a, qu'une seule réponse : « Aux capitalistes, surtout de petite et moyenne taille, qui proposent parfois eux-mêmes d'ouvrir leurs livres de comptes devant les ouvriers — surtout pour leur démontrer la nécessité de diminuer les salaires — les ouvriers répondent que ce qui les intéresse, ce n'est pas la comptabilité de banqueroutiers ou de semi-banqueroutiers isolés, mais la comptabilité de tous les exploités » (Programme de transition).

ETE 73 - ETE 73 CAMPS A.J.S.

Secrétaires de cercles,

Militants de l'AJS,

— ENCORE 15 JOURS DE CAMPAGNE POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DES CAMPS D'ETE,

— CHAQUE JOUR FAITES PARVENIR VOS RESULTATS AU BN.

Jeunes travailleurs, étudiants, lycéens, apprentis, 8 jours pour discuter, se former, se divertir.

UAB
Biblioteca de Comunicació
i Hemeroteca General
CEDOC

JE M'ABONNE A « INFORMATIONS OUVRIERES »

NOM, Prénom _____	1 an 70 F (pli clos) .. 80 F
Adresse _____	6 mois 35 F (pli clos) .. 40 F
Code postal et Ville _____	Etranger .. 80 F

- Rayer les mentions inutiles
 - Joindre le règlement correspondant
 - Bulletin à envoyer à « INFORMATIONS OUVRIERES »
- 88 bis, avenue Parmentier - 75011 PARIS - C.C.P. 21.831 73 PARIS

Directeur : Pierre Lambert. Imprimerie Abexpress, Paris.

Photos : Gamma (pp. 1 et 8) ; Huper (pp. 2 et 6) ; UPI (p. 5) ; Pascal Lebrun (pp. 2-3).

SUR l'alliance privilégiée avec la CFDT, le CERES n'a pas obtenu plus satisfaction. A l'inverse, il a vu passer un amendement présenté par Fuzier de la *Bataille Socialiste*, sur la laïcité (cette vieille logomachie de la social-démocratie qui fait horreur au CERES). Même si cet amendement n'a été accepté que parce qu'il s'agissait pour Mitterrand « de déjouer une habile manœuvre de M. Fuzier en acceptant un amendement dont le rejet eût autorisé certains esprits sourcilieux, ou mal intentionnés, à conclure que le parti socialiste renonçait à la laïcité » (*Le Monde*).

■ S.N.I. : LE DÉBAT DOIT

Après les déclarations à "I.O." de Michel Bouchareissas, des militants de l'EE-FUO donnent leur point de vue

La semaine dernière, Informations Ouvrières a publié une interview de Michel Bouchareissas, secrétaire permanent du SNI, à propos du prochain congrès National du SNI. La discussion est donc ouverte au grand jour sur des problèmes qui concernent l'ensemble du mouvement ouvrier.

Cette semaine, nous avons demandé à deux militants qui seront délégués à ce congrès, au titre de la tendance EE-FUO, Michel Landron (Val-de-Marne) et Alain Castets (Paris) de répondre à quelques questions concernant ce congrès. Nous avons également demandé à Gérard Stassinot (Yvelines), dont nous venons d'apprendre qu'il vient d'être exclu à vie du SNI par sa section départementale dirigée par la tendance Unité et Action, pourquoi et par qui il fut exclu et quelle est la signification de cette décision ?

La discussion se poursuivra notamment par la publication dans « I.O. » du compte-rendu des débats et des décisions de ce congrès.

I.O. — Tu es délégué au Congrès National du SNI. Tu as lu l'interview de Michel Bouchareissas parue la semaine dernière dans I.O. En quels termes se posent, à ton avis, les débats et l'enjeu de ce Congrès ?

Michel Landron : J'étais déjà délégué au congrès de Nantes en 1971 qui fut marqué par le refus des dirigeants Unité et Action d'engager une réelle discussion. Des points positifs étaient sortis de ce congrès (motion sur les libertés, motion pédagogique condamnant les CES et les lois de juillet 71...).

Cette année, la situation est différente. Le Congrès National du SNI se situe au lendemain des grèves et manifestations des lycéens et des étudiants, des grèves des ouvriers de chez Renault, des employés de la Sécurité sociale, des enseignants le 15 mai (sans oublier les combats engagés chez Peugeot, Lip, Fos-sur-Mer). Ces grèves ont ceci de commun que les revendications avancées contre les DEUG et la loi Debré, le PIF, les coefficients, la titularisation des auxiliaires... remettent en question l'ensemble de la politique gouvernementale, la politique des revenus, le carcan de la masse salariale, les réformes capitalistes de l'enseignement.

Les travailleurs, sur le terrain de la lutte des classes, de l'affrontement direct contre

le patronat et l'Etat, montrent une combativité, un acharnement, une volonté d'unité de classe qui se heurtent à la division qu'orchestrent les directions du mouvement ouvrier. Cela fait dire à Bouchareissas qu'il y a « échec » du syndicalisme. Non, absolument pas.

Chez Renault comme à la Sécurité sociale, il n'y a pas échec du syndicalisme, il y a contradiction entre la volonté des travailleurs qui connaissent le prix de l'unité indispensable pour vaincre et le refus des directions de prendre leurs responsabilités. Sous des formes différentes, c'est le même problème auquel nous sommes confrontés dans l'enseignement. Les formes sont différentes parce que les instituteurs sont, dans leur immense majorité, organisés dans le SNI.

Michel Bouchareissas dit que « les problèmes budgétaires se posent plus que jamais en termes de blocage ». C'est vrai, des milliers et des milliers d'instituteurs remplaçants, de normaux, de suppléants, de maîtres auxiliaires, de vacataires et de contractuels n'ont aucune garantie de titularisation, car le gouvernement, délibérément, refuse de créer les postes budgétaires nécessaires. Cette politique est directement dans le cadre du démantèlement de l'Education Nationale. Il s'agit de briser les garanties des fonctionnaires contenues dans le statut de la fonction publique.

Mais alors, il faut en tirer les conséquences : quel est le bilan exact des négociations avec le ministère ? Qu'avons-nous obtenu précisément au lendemain de la grève du 15 mai ? Pour ma part, je pense qu'il faut parler clair et dire la vérité aux instituteurs : les négociations, jusqu'à présent, aboutissent à l'aménagement des dispositions budgétaires prises autoritairement par le gouvernement. Le problème ne peut pas être réglé ainsi. Il faut faire sauter ce carcan et donc aller chercher, dans l'unité, les postes budgétaires. Après la grève du 15 mai, suivie massivement par les enseignants qui ont démontré leur volonté de combat, le Congrès National du SNI devra répondre à cette question : n'est-il pas temps de nous rendre en masse là où va se discuter la création ou non de ces postes, au Palais-Bourbon ? N'est-il pas temps de préparer les instituteurs (en leur disant la vérité) à la grève jusqu'à satisfaction de cette revendication qui, avec le problème des salaires, sera au centre des questions lors de la rentrée scolaire ?

Je le dis très calmement : si la direction nationale du SNI ne se prépare pas aujourd'hui à une telle situation, elle parlera demain « d'échec » du syndicalisme. C'est bien d'ailleurs à cela que répondait James Marangé dans une interview accordée à la revue Education quand il disait que la grève du 15 mai décalait du déclenchement d'actions plus ou moins spontanées qui avaient amené la FEN à précipiter la mobilisation de l'ensemble des personnels.

I.O. — Comment se posent les problèmes de l'unité et de l'indépendance du SNI dans cette situation ?

Michel Landron. — Une large majorité existe dans le SNI pour défendre l'unité et l'indépendance du syndicat. Chacun comprendra l'importance de ce que déclare M. Bouchareissas quand il dit que la mission du syndicalisme ne saurait être de devenir une sorte de « police de la classe ouvrière », en se liant à un contrat de législation. Les adversaires de cette unité syndicale et de l'indépendance par rapport à l'Etat, aux gouvernements, aux partis politiques sont essentiellement les dirigeants « Unité et Action » qui, depuis 1947, n'ont jamais renoncé à leur orientation : liquidation du droit de tendance, rejet de l'autonomie de la FEN, ils donnent un avant-goût des conséquences pratiques d'une telle orientation dans les sections départementales qu'ils dirigent dans la région parisienne : exclusion à vie de Gérard Stassinot, du SNI, pas de congrès départemental, refus de mettre au voix des motions présentées par des syndiqués (comme en Seine-Saint-Denis).

L'EE-FUO défend inconditionnellement l'unité et l'indépendance syndicale permettant aux instituteurs de disposer d'un incomparable outil de lutte. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre les contradictions se développant à l'intérieur du SNI comme dans toutes les tendances y cohabitant.

En effet, lors des élections au BN du SNI la tendance Unité et Action a sérieusement régressé. Cela ne signifie pas que ses dirigeants aient renoncé à leur objectif. La tactique seule a changé. De nouveau, mais cette fois sans condition, les dirigeants Unité et Action proposent l'unité avec la tendance majoritaire (UID) et cela « pour rénover profondément la FEN ».

Ils ont découvert des alliés précieux à l'intérieur de la tendance UID et de l'EE-SR. Je veux parler du CERES qui se fixe l'objectif



ÉDUCATION NATIONALE

■ comment défendre l'instituteur

A propos de deux articles du "Monde" et de "L'Humanité" sur la Sécurité Sociale

Nous avons analysé, dans les précédents articles, un certain nombre de questions décisives quant à l'avenir de la Sécurité sociale. Nous avons vu que la bourgeoisie et le gouvernement ont préparé un train sans précédent de mesures visant en fait à démanteler de fond en comble cette conquête essentielle des travailleurs.

Nous l'avons dit, la grève des personnels de Sécurité sociale et d'Allocations familiales, qui vient de se dérouler, posait, en même temps que la satisfaction sur le terrain revendicatif, le problème de la défense de l'Institution.

Bien que cette grève n'ait pas abouti, et pour des raisons qu'Informations Ouvrières a largement analysées, elle a représenté à la fois un avertissement et une menace envers le gouvernement, le CNPF, tous les prétendus « réformateurs » de la Sécurité sociale.

D'un côté, Poniatowski explique que la réforme sera longue à mettre en place ; de l'autre, Messmer parle de fiscalisation dès 1974, comme nous l'avons vu la semaine dernière. Ces hésitations apparentes ne sont pas fortuites. Elles veulent simplement dire que le pouvoir est décidé à aller de l'avant, mais aussi qu'il est conscient de l'enjeu, des risques politiques à prendre.

Dans cette situation, il est indispensable de revenir sur deux articles de la presse quotidienne qui ont été publiés la semaine dernière, alors que la grève était à peine achevée.

« LE MONDE » CONTRE LA SÉCURITÉ SOCIALE

C'est à l'inévitable quotidien de la grande bourgeoisie, au très objectif journal Le Monde qu'est dû le premier de ces articles, sous la plume de M. Jean-Jacques Dupeyroux, en date du 16 juin 1973.

Directeur du département de Droit du travail à Paris II, grand spécialiste du droit social en France et auteur d'un volumineux ouvrage sur la Sécurité sociale, Jean-Jacques Dupeyroux sait bien de quoi il parle !

Son propos, qui ne recouvre apparemment que les prestations familiales, sous le titre déjà éloquent : « Pour une simplification radicale », vise, en réalité, deux objectifs bien précis.

D'abord, démontrer que la distinction faite entre les travailleurs salariés et les autres est parfaitement inutile et même néfaste. Ou l'on détermine les allocations familiales « comme un véritable droit des enfants, dont elles ont pour objet de permettre l'éducation et l'entretien », ou bien « une place est faite à l'idée d'un minimum familial garanti et donc à une certaine modulation des pres-

tations ». L'auteur de l'article ne se prononce pas, mais ce qu'il affirme avec force, c'est que dans l'un ou l'autre cas, la nature de l'activité professionnelle est complètement indifférente.

Nous n'insisterons pas sur l'argumentation démagogique qui consiste à prendre pour exemple de travailleur indépendant le domonnier et de travailleur salarié... le P.D.G. !

Mais cette volonté de supprimer la notion juridique de l'activité professionnelle du travailleur ouvre en fait la voie à la suppression pure et simple du principe selon lequel la Sécurité sociale est un droit acquis en contre-partie de cotisations prélevées sur le salaire, droit dont nous avons vu qu'il est à la base du système de solidarité sociale que représente la Sécurité sociale.

Ce n'est pas sans raison que toute l'argumentation est développée à partir des prestations familiales, car cela étaye la thèse selon laquelle cette branche de la Sécurité sociale peut immédiatement fonctionner sur de nouvelles bases, thèse chère à l'AGREF, comme nous l'avons vu la semaine dernière.

En même temps, le juriste éminent qu'est M. Dupeyroux sait bien que la branche des Allocations Familiales est celle dont la législation promet le plus d'avancer vers le thème d'une nécessité nationale, de la « solidarité nationale » chère à Messmer, puisqu'elle couvre déjà les professions non salariées. C'est par le plus court chemin juridique que Le Monde s'en prend aux principes essentiels de la solidarité institués par la Sécurité sociale.

En effet, le deuxième objectif de l'article est tout aussi évident et pose clairement la nécessité pour la bourgeoisie d'en finir avec toute la Sécurité sociale, ici, plus de subtilités juridiques sur les prestations familiales, c'est un avertissement au gouvernement ! Ici, Le Monde prend bien toute sa place ! Après la grève de la Sécurité sociale, et quelles que soient les difficultés, la bourgeoisie doit tenter de briser l'Institution.

Aussi Le Monde conclut-il, sous la plume de Dupeyroux : « De toute façon, qu'on ne s'y trompe pas : rongé par la gangrène d'une complexité qui l'a peu à peu dépouillé de toute signification, notre système de sécurité sociale est entré dans une phase de dégénérescence extrêmement critique. Si, par des mesures radicales de simplification, on ne lui insufflé pas une vie nouvelle, son avenir est sombre. Peut-être même court. M. Poniatowski a-t-il l'ambition d'être le grand ministre — nous allons dire le grand médecin — dont ce système a tellement besoin ? Voilà l'occasion de le montrer. »

« L'HUMANITÉ »... POUR LA FISCALISATION !

Presque comme en écho, l'Humanité publie, le 19 juin 1973, un long article de Nelly Fend, intitulé : « Plusieurs projets, un seul but : la démolition ».

L'éditorialiste social de l'Humanité, bien connu des employés de Sécurité sociale pour avoir, tout au long de la grève, tronqué la revue, se livre à des positions, CEDOC



SECURITE SOCIALE (4)

S'ÉLARGIR

tif de « changer le programme et les dirigeants actuels d'UID » et se propose de lutter « pour que la CGT ne soit pas la seule organisation syndicale luttant pour la victoire de la gauche unie ». Je veux parler aussi de la Ligue Communiste (au sein de l'EE-SR) qui vote au SNESup la motion sur le Vietnam présentée par les dirigeants du PCF et qui s'est faite le champion de la manifestation de division du 20 juin sur les libertés à ce sujet, l'EE-FUO, dès le premier jour, a demandé la convocation immédiate du collectif national pour la défense des libertés et contre la répression ».

Comme on le voit, les problèmes qui seront au centre des débats au Congrès National du SNI intégreront toutes les questions soulevées dans cette dernière période.

Dans cette situation, l'EE-FUO combattra pour que soit clairement condamnée la politique réactionnaire du gouvernement en matière d'Éducation Nationale, pour que le SNI au sein de la FEN joue tout son rôle dans la réalisation du Front Unique ouvrier.

I.O. — Tu es délégué au Congrès National du SNI. Dans la section de Paris qui vient de renouveler son conseil syndical, l'EE-FUO a sérieusement progressé. Peux-tu nous en donner les raisons essentielles ?

Alain Castets. — Il faut mettre notre progression sur Paris (pour la première fois nous avons un délégué au Congrès national et nous devançons l'EE-SR) en relation avec l'important recul d'Unité et Action (1811 voix en 1970, 1248 en avril 1973 et 1136 en juin 1973) comme avec l'écroulement de l'influence des gauchistes (815 voix en avril 73 dont 550 pour l'EE-SR et 281 pour Renovation syndicale qui tombent à 420 voix sur la seule liste de l'EE-SR en juin 73, Renovation syndicale ne présentant jamais de liste particulière sur le plan parisien).

Les raisons de cette progression sont simples. Nous recueillons les fruits d'une importante bataille pour la défense des jeunes instituteurs (l'affaire du CAP des remplaçants). I.O. a assez largement exposé les faits pour qu'il soit utile que j'y revienne. Disons simplement que dans cette bataille, des dizaines de remplaçants ont fait avec nous l'expérience du combat pour le front unique ouvrier, pour imposer l'unité aux dirigeants dans le combat contre les mesures de la direction de l'enseignement et pour faire des syndicats des organisations unitaires de défense des personnels.



Il faut souligner, et c'est un aspect fondamental, que cette action a été posée dans toutes les écoles de Paris et qu'elle a reçu le soutien de plus de 500 instituteurs titulaires de toutes tendances en quelques jours.

La capacité des militants lutte de classe à toucher la masse des instituteurs, à partir de leur volonté de résistance et d'unité, a dégagé un vaste courant qui a exigé que le SNI remplisse son rôle. C'est à partir de là que de nombreux instituteurs ont compris la place et l'action de la tendance EE-FUO dans le SNI.

Précisons que le résultat de l'EE-FUO n'aurait jamais pu être obtenu si nous n'avions pas constitué une force militante suffisante, si des militants n'avaient rejoint l'EE-FUO.

La grève du 15 mai pour la défense des personnels non titulaires a, de nouveau, soulevé les problèmes de fond sous un angle encore plus fondamental. Nous avons, certes, répondu à l'ensemble des problèmes soulevés, mais nous avons aussi proposé les objectifs précis pour lesquels lutter (inscription immédiate des 823 suppléants de Paris sur les listes de remplaçants) en même temps que nous dégageons les conditions du combat.

Nos propositions ont été adoptées à la quasi-unanimité dans toutes les Assemblées générales de grévistes où elles furent proposées. Nous avons sorti ensuite un bilan de la grève et de la manifestation du 15 mai, à partir de toutes les questions soulevées par les Assemblées générales de grévistes.

En particulier, se posait la nécessité d'en découdre avec le gouvernement Pompidou et donc de fixer clairement l'objectif de la lutte, le Parlement, pour aller chercher les postes budgétaires. De même, nous repreneons la volonté formulée par les grévistes de préparer et de décider eux-mêmes d'un combat de grande ampleur, avec leur organisation syndicale.

Dans le précédent numéro d'I.O., j'ai lu ce passage frappant de Bouchareissas : « Pour ce qui nous concerne (nous, la direction nationale du SNI), nous serions prêts à lancer une grève illimitée dans la mesure où après un effort d'information et de persuasion, nous sentirions la grande masse des adhérents du SNI prêts à se battre jusqu'au bout sur un problème comme celui-là qui est déterminant pour l'avenir. »

Que la direction du SNI affirme qu'elle est prête à engager le combat résolu contre le gouvernement Pompidou, je m'en félicite. J'estime que la grève du 15 mai et les problèmes soulevés dans cette grève par les instituteurs témoignent que « la grande masse des adhérents du SNI est prête à se battre jusqu'au bout sur un problème comme celui-là qui est déterminant pour l'avenir. » Alors il faut souhaiter que le Bureau national du SNI, sans tarder, se lance dans « l'effort d'information et de persuasion ». Je suis persuadé que les instituteurs seront vite convaincus à la rentrée. Je ne vois pas que l'obstacle aux luttes réside dans la masse des instituteurs.

Ces derniers, ils viennent de le démontrer, veulent le combat contre le gouvernement actuel. Mais en même temps, ils exigent que les conditions politiques permettant une action victorieuse soient remplies. C'est à ce problème qu'il faut répondre. L'initiative des dirigeants Unité et Action qui ont tenté de mettre le SNI à la remorque de l'entreprise de division constituée par la manifestation du 20 juin « sur les libertés », qui parlent aujourd'hui de grèves tournantes, d'actions échelonnées sur... 2 ans, de grèves administratives des directeurs, etc. témoignent des difficultés qu'auront à lever les instituteurs pour que se réalise le Front unique ouvrier. C'est pourquoi le développement de l'EE-FUO est un facteur essentiel dans cette voie.

I.O. — La section départementale des Yvelines du SNI vient de l'exclure à vie alors que tu occupais dans ce département des responsabilités importantes. Peux-tu nous expliquer ce qui s'est passé et les raisons politiques de l'acharnement des responsables du PCF, dirigeant de la tendance Unité et Action, contre toi ?

Gérard Stassinnet. — La décision qui vient d'être prise, préparée par une campagne de longue date contre l'EE-FUO, vise directement le SNI et s'inscrit dans une stratégie politique d'ensemble.

En effet, une telle décision contre un militant représentant dans ses fonctions l'organisation syndicale dans sa totalité (secrétaire de sous-section, délégué du personnel, administrateur de la MGEN, membre du bureau départemental du SNI et de la commission administrative de la FEN) est un coup porté au syndicat.

Les dirigeants « Unité et Action » envisagent avec inquiétude les forces qui s'accumulent, tendant à faire sauter le régime gaulliste ou plutôt ce qui en reste. Il est extraordinaire de constater que la déclaration du BP du PCF sur « les libertés » explique que celles-ci seraient garanties par la Constitution gaulliste de 1958-1962 !

Dans une telle situation, les syndicats ont un rôle essentiel à jouer : celui d'unir les travailleurs, de centraliser leur combat. C'est le rôle que le SNI et la FEN ont joué cette année à propos de la laïcité (la grande manifestation du 9 décembre, scandant : « pas de patrons, pas de curés à l'école », « une seule école, l'école laïque »). Cela n'a pas été très apprécié des dirigeants du PCF qui entendaient échanger la laïcité de l'école et de l'Etat contre leur collaboration de classe avec la bourgeoisie (par l'intermédiaire des radicaux de gauche et des « démocrates sincères »). De même, les dirigeants du PCF n'ont guère apprécié, car cela va en sens inverse de leur politique, que toutes les tendances du SNI (sauf Unité et Action) dans les Yvelines, se soient opposées au sabotage de l'indépendance de classe du SNI en transformant ce dernier en comité de soutien de l'union de la gauche.

C'est pourquoi, après une campagne d'une année contre l'EE-FUO, menée avec les moyens habituels du stalinisme (mensonges et calomnies) je viens d'être exclu à vie du syndicat. L'EE-FUO représente 23 % des voix dans les Yvelines et propose aux militants de toutes tendances fidèles à l'unité, à l'indépendance syndicale, à la démocratie ouvrière, de changer la direction actuelle, sectaire et bureaucratique. Les dirigeants Unité et Action ont peur de cela en fonction même de l'écho important des propositions que nous formulons à chaque instant. C'est pourquoi ils veulent normaliser le SNI.

I.O. — Quel prétexte a été utilisé ?

Gérard Stassinnet. — Je saisissais d'une affaire privée s'étant déroulée à mon domicile, une altercation avec un provocateur stalinien infiltré dans l'organisation politique dont je suis membre (l'OCI) et démasqué, les dirigeants Unité et Action ont développé une campagne, n'hésitant pas à sortir des énormités, des calomnies d'une grossièreté incroyable, du style : « L'EE-FUO aurait agressé des étudiants socialistes à la MGEN et un commando de l'EE-FUO, baptisé comité de grève, aurait occupé les locaux de la MNEF. »

I.O. — Que comptes-tu faire maintenant ?

Gérard Stassinnet. — Je dispose de garanties statutaires pour faire appel de cette décision à la commission des conflits. J'entends avertir les syndicats du SNI, car le silence serait coupable dans cette grave affaire. D'autant que je viens d'apprendre la tentative de coup de force contre la section du SNI Val-de-Marne, où les dirigeants Unité et Action ont essayé de conquérir la majorité par des moyens illicites. Les militants du SNI savent bien que les positions lutte de classes qu'adopte la section départementale du Val-de-Marne (la place importante qu'elle a occupée le 9 décembre le démontre) ne sont pas étrangères à cet acharnement des dirigeants Unité et Action contre elle.

Ces événements, au sein du SNI, marquent indiscutablement le congrès.

tion de la Sécurité Sociale

répandu le brouillard sur l'activité du personnel en grève, calomnié le comité inter-centres de grève, expliqué que « la dangereuse aventure de la grève illimitée » menaçait l'institution, Nelly Feld donc, rend compte des projets gouvernementaux.

Après avoir indiqué un certain nombre d'éléments, l'Humanité écrit :

« Jusqu'ici, le régime général subissait des charges dépassant 13 millions chaque année. Cela ne suffit plus. Il faut démolir le régime. Les travailleurs ne sauraient accepter une telle atteinte à leurs droits, une telle réduction de leur niveau de vie. Ils ne sont pas responsables des déficits, que connaissent certains régimes. De même, s'il est souhaitable que toute la population bénéficie de garanties sociales convenables, ce problème concerne la collectivité nationale dans son ensemble. Il est du ressort du budget de l'Etat et pas du régime général des salariés. (C'est nous qui soulignons.)

« A ce propos, notons encore que la fiscalisation que prônent les différents projets n'est qu'un artifice masquant mal la réalité : c'est avec les fonds jusqu'ici affectés au régime général des salariés que le pouvoir veut régler les problèmes de la protection sociale. »

Qu'est-ce à dire ? Le problème des régimes spéciaux déficitaires est en effet une question cruciale. Ce n'est pas la faute des travailleurs dépendant du régime général, mais ce n'est pas non plus la faute des travailleurs de ces régimes. Par exemple, si le régime minier est largement déficitaire, c'est à cause des problèmes des retraits car, les mines, fermant les uns après les autres, puisqu'elles ne sont plus rentables pour le capitalisme, il y a de moins en moins de cotisants (mineurs en activité) proportionnellement aux mineurs retraités. Il y avait en 1926 83 200 pensionnés pour 460 500 cotisants. Il y a en 1969 387 600 pensionnés contre 178 000 cotisants !

Va-t-on le reprocher aux mineurs ?

Cette question, écrit l'Humanité, comme celle « de garanties sociales convenables »

pour tous, devrait donc dépendre de la Collectivité Nationale ! C'est exactement ce qu'explique Messmer quand il développe au parlement la notion de solidarité nationale, c'est-à-dire la prise en charge des plus pauvres par les plus riches, de ceux qui ont des difficultés sociales par ceux qui n'en ont pas. La solidarité ouvrière a disparu, il reste la charité publique et son corollaire normal, la fiscalisation !

Au lieu d'avancer le seul mot d'ordre possible pour unifier et défendre la Sécurité sociale, celui du régime unique, englobant toutes les professions, tous les risques, Nelly Feld propose que le budget de l'Etat prenne en charge tout ce qui pourrait poser problème au lieu de le réintégrer dans un seul régime général pour tous, géré par les seuls représentants des travailleurs.

Rien d'étonnant à cette position, puisque le Programme commun de gouvernement du PC, du PS et des radicaux de gauche stipulait :

« L'amélioration de la Sécurité sociale rendra nécessaire une refonte du système de financement. La participation patronale sera augmentée. Le budget de l'Etat concourra pour une part importante aux ressources (...). Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement organisera une table ronde avec les parties intéressées pour préciser les modalités d'application, le calendrier d'exécution et le financement de ce programme. »

Rien d'étonnant à ce que l'organe central du P.C.F. soit finalement favorable à la fiscalisation, puisque Marchais et Mitterrand ont clairement indiqué pendant les élections législatives qu'ils ne prendraient pas les seules mesures claires et énergiques permettant de retourner à la véritable gestion ouvrière de la Sécurité sociale (quelles sont donc ces « parties intéressées » avec lesquelles le gouvernement du Programme commun aurait voulu faire une table ronde ?), qu'ils ne mettraient pas fin au pillage des caisses de Sécurité sociale par les trusts de l'industrie chimique et de la pharmacie, les cliniques privées, le capitalisme sanitaire en les expropriant sans indemnité ni rachat ?

L'article de l'Humanité vient malgré tout à un moment où les travailleurs, les militants ne peuvent que s'interroger. En présentant des projets gouvernementaux, pratiquement comme s'ils étaient acquis, Nelly Feld conclut enfin par la seule question décisive actuellement, face au gouvernement et au C.N.P.F. :

« Au nom de l'unification, de la simplification, de la solidarité nationale, il voudrait donner le coup de grâce à l'une des plus importantes conquêtes de la classe classe ouvrière. »

« Il va falloir la défendre. »

COMMENT ?

Car enfin, la question vaut d'être posée. Comme en mai 1967, quelques mois avant la promulgation des Ordonnances, où la CGT a absolument refusé de préparer une manifestation centrale de tous les travailleurs devant le Palais-Bourbon ?

Comme à Grenelle, où l'ensemble des confédérations ont bradé pour les élections les principales revendications de toute la classe ouvrière dont l'abrogation des Ordonnances de 1967 ?

Comme en 1969 et 1973, en luttant avec toutes les forces de l'appareil stalinien, contre le personnel en grève, en cassant le mouvement des employés, en calomniant les grévistes et les syndicats qui ont rempli leur rôle de syndicats, en expliquant que la grève illimitée était une aventure dangereuse pour la Sécurité sociale ?

Comme à la Calisse Primaire Centrale de Paris, caisse dont l'importance fait que son activité et son avenir sont décisifs pour toute la Sécurité sociale et au Conseil d'Administration de laquelle les administrateurs C.G.T., seuls, ont voté avec le C.N.P.F. pour l'élection d'un directeur général de combat qui s'illustra par sa hargne contre les grévistes, qui a tenté, dès le 4 juin, de faire renouer les heures de grève immédiatement et en totalité et dont chacun sait que le mandat est de casser cette Calisse Primaire de Paris, de mettre à tout prix l'informaticien en place, de briser l'unité des 18 000 agents ?

Comment, Nelly Feld, comment ?

Le manque de place nous contraint à reporter à la semaine prochaine le compte rendu du congrès du SNESup qui s'est déroulé à Lyon, les 15-16 et 17 juin.

Biblioteca de Comunicació i Hemeroteca General
CEGOC

Pour assimiler la riche expérience des récents mouvements, s'organiser

Nous publions ci-dessous deux contributions que nous ont adressées cette semaine les groupes politiques et les correspondants d'Informations Ouvrières.

Dans le cas de Bourgogne Electronique, comme dans le cas de Caterpillar, nos camarades décrivent, avec un sentiment de déception bien légitime, la manière dont les dirigeants sont parvenus à verrouiller toute issue devant les travailleurs, à enfermer dans l'impasse des mouvements qui avaient tout pour aboutir.

Suffit-il de constater ? Certainement pas. A Caterpillar comme à Bourgogne Electronique, les mouvements n'ont pas abouti. Mais chez Renault comme à la Sécurité Sociale, ils n'ont pas abouti non plus. Et pourtant... Peut-on se contenter de cette constatation ? Certainement pas.

Car, sans négliger, bien sûr, le résultat revendicatif — important, certes, et qui doit être pris en compte au « passif » du bilan de ces mouvements — l'avant-garde révolutionnaire qui se rassemble dans les groupes politiques doit fonder son jugement sur l'expérience politique collective qui s'accumule dans la classe ouvrière et qui s'est concentrée récemment dans la combat conscient d'une très large couche d'employés grévistes

de la Sécurité Sociale pour l'unité contre la division, pour imposer la grève illimitée à ceux des dirigeants qui n'en voulaient pas, en assurant leur prise sur les organisations syndicales au moyen du comité intercentres et interservices de grève.

Le résultat revendicatif est certes important. Mais l'expérience acquise collectivement et assimilée par de larges couches de travailleurs ne l'est pas moins. L'avant-garde révolutionnaire n'est pas là pour compter les coups et pour s'enfoncer dans la contemplation morose de l'habileté des dirigeants à dévoyer et à étouffer les mouvements.

L'expérience acquise doit être diffusée. Elle doit être approfondie. Elle doit être traduite en termes d'organisation, renforcement des groupes politiques, élargissement de la diffusion d'Informations Ouvrières, conquête de nouveaux militants à l'OCI. Mais il n'y a aucun lien direct entre cette expérience collective qui mûrit dans les couches profondes de la classe, et le renouveau de l'avant-garde révolutionnaire, qui ne saurait en découler spontanément.

L'expérience acquise dans la grève de la Sécurité Sociale ne pourra être conservée que dans la mesure

où elle sera traduite en termes d'organisation. L'existence et l'activité des groupes politiques dans la Sécurité Sociale a permis d'exprimer et de formuler l'aspiration collective de la classe à l'unité. C'est le renforcement à l'échelle nationale des groupes politiques qui permettra de diffuser cette expérience de telle sorte qu'elle vienne nourrir tous les mouvements qui, ailleurs et partout, mûrissent et se préparent.

Ce qui se passe actuellement à Fos témoigne de l'importance de l'enjeu. Il n'est pas douteux que, pour ses propres besoins politiques (manifestation du 20 juin pour la « défense des libertés »), Séguy ait, directement ou indirectement, encouragé le mouvement de Fos. Il n'est pas douteux non plus que ce mouvement soit allé au-delà des bornes de l'intérieur desquelles les dirigeants du PCF et de la CGT auraient préféré le contenir. Quel que soit finalement son résultat sur le plan revendicatif (garantie de l'emploi), le mouvement des travailleurs de Fos se nourrit de l'expérience politique accumulée chez Renault, à la Sécurité Sociale et ailleurs. De ce que cette expérience sera ou non organisée par les groupes politiques dépend la possibilité à Fos et ailleurs, demain, de faire de nouveaux pas en avant.

Caterpillar « Il faudrait que nous imposions une autre politique »

Les questions soulevées dans la grève de Caterpillar ne sont pas propres à cette entreprise. Dans les récentes grèves de Renault et de la Sécurité sociale, comme à Caterpillar, les syndicats qui ont vocation d'unir les travailleurs pour la défense de leurs intérêts, ont contrecarré et disloqué le mouvement et permis au patronat de dire non aux revendications et même, à Caterpillar, de prendre des sanctions.

Mais il y a pourtant des différences fondamentales entre ces grèves. A Renault, la grève d'une catégorie est restée isolée ; à Caterpillar la grève est devenue minoritaire. La responsabilité n'en incombe évidemment pas aux grévistes. Les comptes rendus de ces actions, relatés dans « I.O. », démontrent suffisamment la volonté massive d'arracher les revendications.

A la Sécurité sociale la grève, bien qu'elle n'ait pas abouti sur le plan revendicatif, a regroupé dans l'action une toute les catégories. La raison essentielle en est que le comité intercentres de grève qui exprimait la volonté majoritaire des grévistes, a combattu pour que tous les syndicats participent à la grève à durée illimitée.

Il est de la plus haute importance que le bilan de la grève de la Sécurité sociale soit discuté par les travailleurs de Caterpillar.

Aujourd'hui, alors qu'il s'agit de demander aux responsables syndicaux de rendre compte de leur mandat devant les syndiqués, d'exiger que le syndicat serve les intérêts des travailleurs et non des intérêts partisans, certains proposent de désertier les syndicats. Une telle solution, si elle peut s'expliquer par le dégoût de beaucoup devant l'attitude des dirigeants syndicaux ne peut conduire qu'à l'impasse, faciliter à nouveau demain le travail des diviseurs.

N'en déplaise à ceux qui prennent leurs désirs pour des réalités, quitter les syndicats constitue une désertion du cadre où se régleront les questions décisives parce que les travailleurs, dans leur grande masse, ont besoin des syndicats. La tâche est donc d'intervenir consciemment — c'est-à-dire de façon organisée — pour aider les masses à utiliser leurs syndicats pour leurs propres objectifs.

Nous avons relaté dans un précédent numéro d'Informations Ouvrières (814) la grève de Caterpillar à travers l'interview d'un travailleur membre du comité de grève. Nous poursuivons aujourd'hui l'interview de ce camarade qui vient d'être mis à pied par la direction.

Mardi 11 juin, une réunion est convoquée par la CGT et la CFDT au stade de glace. Le Comité de grève n'était pas représenté. 200 travailleurs environ sont présents. On passe un film sur la grève. Puis s'ouvre une discussion. Les dirigeants syndicaux prennent la parole : Rochas pour la CFDT, Parisot, Paturel pour la CGT. Ce dernier propose que les piquets soient retirés afin de « favoriser » les négociations ! Ceci est repoussé par la majorité des présents. La CFDT avec Rochas demande un vote sur l'occupation de l'usine : 101 sont pour sur 190 votants. Les dirigeants CGT considèrent alors que les 101 grévistes ne sont pas assez nombreux pour l'occupation.

I.O. — Pourquoi n'y avait-il que 200 présents à cette assemblée alors qu'il y a 1 400 travailleurs dans l'usine ?

— Dans les AG précédentes où il y a eu jusqu'à 800 présents, la CGT n'a pas respecté le vote démocratique dont elle se réclame tant. Un exemple : l'AG du 18 avril où, à la majorité moins 30 personnes la CGT n'a respecté le vote que forcé par les travailleurs. On a vu le dirigeant syndical Paturel qui continuait à travailler alors que les grévistes avaient décidé à la majorité la grève illimitée.

I.O. — Pourquoi Paturel travaillait-il ?

— Parce que la direction CGT de Caterpillar considérait que les bureaux n'étaient pas concernés par les revendications de la grève ; alors que 150 travailleurs des bureaux avaient débrayé spontanément, la CGT leur a demandé de reprendre le travail. De plus, une grande partie des travailleurs a été désorientée par l'inefficacité des syndicats qui, sous un prétexte quelconque se sont continuellement divisés. Ainsi, sur la formation du comité de grève, la CGT se prétendant majoritaire dans l'entreprise aux élections voulait diriger le comité. Mercredi, au piquet de l'après-midi, 150 travailleurs ont décidé de manifester devant les bureaux de la direction parce qu'ils estimaient que les syndicats n'avançaient pas dans les négociations et voulaient ainsi négocier directement avec le patron. La maîtrise, après l'entrée des grévistes dans le parking, a essayé de les diviser en fermant les portes. A ce moment-là, les grévistes restés dehors ont tenté de les en empêcher. Nous sommes ressortis et il y a eu un certain nombre de heurts.

I.O. — Que s'est-il passé dans la journée de vendredi puisque la presse locale annonce 9 licenciements (dont un délégué) et 33 sanctions ?

— La direction n'a annoncé ces sanctions qu'à la suite d'un communiqué de la CGT disant qu'elle ne prenait aucune responsabilité dans les heurts qui se sont produits mercredi.



Au piquet de grève de vendredi après-midi, un « comité d'accueil » de 5 cars de CRS nous attendait devant la porte. La CGT et la CFDT, pour éviter ce piquet, annoncent un meeting pour 3 h. Il n'aura lieu qu'à 4 h, car les ouvriers ont tenu à faire le piquet malgré la présence de la police et le désaccord des deux syndicats.

I.O. — Que s'est-il passé au meeting ?

— Tout d'abord, on a refusé l'entrée à une équipe qui a réalisé le film sur la grève. Les ouvriers ont dit que le meeting ne commencerait pas tant qu'ils ne seraient pas à l'intérieur car ils n'avaient rien à cacher. La CFDT et la CGT, en accord pour la première fois, ont décidé la reprise du travail malgré l'avis défavorable de la majorité des participants. La CGT a quitté la salle en promettant que les sanctions qui me touchent avec d'autres camarades, devront être réglées devant les tribunaux. Nous savons tous ce que sont les tribunaux lorsque les travailleurs n'ont plus l'arme que représente leur syndicat. Ce départ a été salué par les cris des grévistes : « Vous avez baissé culotte. » Les ouvriers ont décidé au meeting que les licenciés se présenteraient tous à l'usine soutenus par les grévistes malgré le désaccord des syndicats.

I.O. — Quelle conclusion tires-tu aujourd'hui de ces 8 semaines de lutte ?

— Après ces 8 semaines de grève qui auraient dû et pu être victorieuses mais que les directions syndicales par leur division, par leur refus d'avancer des perspectives et de respecter les votes des travailleurs ont pourri, il est clair que les syndicats n'ont pas été à notre service dans la bataille. Il faudrait changer les dirigeants qui ne veulent pas se battre à nos côtés. Il faudrait que les travailleurs imposent une autre politique, mais ce n'est pas facile car la direction de la CGT impose ses délégués et filtre les syndicats qui ne sont pas dociles.

Bourgogne électronique une grève

Qui décide, qui dirige dans la grève ?

Les travailleuses et les travailleurs de l'usine Bourgogne Electronique de la LCC-CICE (filiale de la Thomson-CSF) ont fait grève pendant 18 jours à Dijon sur une plate-forme revendicative dont l'axe central était l'exigence d'une grille de salaire unique comportant la définition d'un salaire minimum à chaque niveau de qualification et le reclassement des OS et des OP victimes de glissements de fonction. Cette exigence a fait l'unanimité du personnel en grève. Pour la première fois, des agents de la maîtrise et des cadres se sont joints à l'action des ouvriers.

Toutefois, dès le départ, les directions syndicales CGT et CFDT ont fait obstacle à l'unité, à la libre discussion sur le moyen d'action. Les dirigeants des sections syndicales locales, écartés entre l'inertie calculée des appareils à l'échelle des unions départementales et du trust, et la volonté de combat des travailleurs, ont refusé le contrôle démocratique de la grève et répandu l'illusion qu'il suffirait à une fraction décidée de grévistes de tenir le plus longtemps possible pour gagner. Après 18 jours, 500 travailleurs, épuisés, sont rentrés pour des miettes (2 % d'augmentation sur 2 mois et 20 à 30 F de prime d'équipe).

Dès le départ l'Alliance Ouvrière a posé le problème du contrôle de la grève et des négociations en Assemblée générale, de l'élection du comité de grève par atelier. La discussion s'est engagée sur cette base au cours de la grève, s'est élargie et poursuivie dès la reprise du travail.

Un groupe de travailleurs, réunis à l'initiative de l'Alliance Ouvrière, commence à tirer le bilan de cette action, de la façon dont elle a été menée, du rôle joué par les appareils syndicaux. C'est parce que le contrôle du comité de grève en assemblée générale, la discussion des objectifs et des moyens d'action n'ont pu être imposés aux responsables syndicaux, qu'à aucun moment les travailleurs n'ont pu étendre la grève à l'ensemble des ateliers, s'adresser aux travailleurs de Dijon, contraindre les UD à organiser la solidarité.

A partir de là, il apparaît clairement à nombre de travailleuses et travailleurs de la BE que dans les organisations ouvrières « quelque chose bloque quelque part », comme disait l'un d'entre eux, « et plus haut qu'un niveau des sections locales ». Ainsi, la revendication de la grille unique est apparue, dès le début, comme une revendication unitaire comme un besoin profond de tous. Mais la question a surgi chez plusieurs : comment obtenir cela ? Une circulaire patronale fait savoir que des négociations sont engagées sur ce point à l'échelle nationale. Les travailleurs de la BE ont décidé de poursuivre la lutte à la centrale syndicale.

CEDOC

M.N.E.F. faire échec à la normalisation

Après l'avoir reporté à deux reprises, le CERES qui dirige la MNEF et son allié le PCF ont enfin décidé de tenir le congrès annuel de la MNEF, les 28 et 29 juin à Marseille.

Ce congrès va donc se dérouler au moment où Poniatowski, tout en accordant une remise de gestion par ailleurs insuffisante, exige de la gestion étudiante qu'elle fasse siennes les propositions de rentabiliser la MNEF. C'est-à-dire de s'attaquer tant aux prestations qu'offre la MNEF qu'aux droits et acquis des personnels salariés.

Le « ballon d'oxygène » donné par la bourgeoisie ne l'a pas été sans que les actuels dirigeants de la MNEF ne se soient engagés à prendre un certain nombre de mesures dans le cadre de discussions qui restent à ce jour, totalement secrètes !

Ce qui sera à l'ordre du jour du congrès de Marseille, c'est la défense de la MNEF et du régime de Sécurité sociale étudiante comme composante de la Sécurité sociale acquise par les travailleurs.

Il s'agira de la mobilisation des étudiants et donc avant tout de la gestion démocratique de la MNEF.

Mais la manière dont s'est déroulée la toute dernière assemblée générale parisienne de la MNEF laisse mal augurer des intentions de la coalition « majoritaire », à Marseille.

« Majoritaire », certes au prix des menaces physiques, des contraintes. Les lectures d'Informations Ouvrières ont été mis au courant au fur et à mesure du déroulement des élections, cette année. Nous avons relaté la présence à l'AG de la MNEF de Paris à Colombes, municipalité PCF d'une centaine de nervis de l'appareil stalinien, qui n'avaient strictement rien à voir avec le milieu universitaire, ni par la qualité ni par l'âge !

Les tapes-dur de l'appareil stalinien étaient là pour exclure de façon ou non peut plus bureaucratique 45% des étudiants parisiens, électeurs de la délégation au congrès national.

Si l'appareil stalinien a mis le prix que l'on sait dans sa tentative de normaliser la MNEF, c'est qu'il s'agissait pour lui de faire oublier sa défaite dans l'UNEF du 10 janvier 1971, et la minable opération que constitue l'UNEF-Renouveau. Il s'agit pour lui de se donner de toute pièce, contre les intérêts des étudiants et au mépris de toute démocratie ouvrière, une « majorité », une « représentativité » pour mieux assurer son rôle essentiel de soutien à la bourgeoisie dans l'application de la loi Faure à l'université.

Dans un document qui vient d'être diffusé dans la MNEF et le mouvement ouvrier, les administrateurs nationaux et les présidents de section, élus sur liste UNEF posent la question : « Où et quand s'arrêtera l'escalade continuelle dans la violence et la provocation ? »

Car une chose est certaine, le prochain congrès intéressera l'ensemble du mouvement ouvrier de ce pays.

En effet on n'exclut pas impunément des militants syndicalistes, on ne truque pas avec autant de persévérance les élections, on ne fait pas autant appel à l'extrême-droite comme lors de l'éviction des militants UNEF de la délégation du Congrès sans que le jeu n'en vaille la chandelle.

Nous l'avons dit il s'agit pour l'appareil stalinien, avec l'aval du CERES, de « normaliser » la MNEF et, ce faisant, de donner une image exacte du contenu réel de « l'union de la gauche ».

« Où et quand s'arrêtera l'escalade continuelle dans la violence et la provocation » demandent donc les militants de l'UNEF ? Et ils font remarquer que la violence et la provocation se « sont manifestement développées depuis la fin novembre, c'est-à-dire au moment précis où l'appareil stalinien a obtenu du CERES un accord en bonne et due forme !

Nous publions ci-dessous la conclusion du document des administrateurs de l'UNEF, intitulé : « Non à la normalisation de la MNEF. » Après avoir rappelé tous les faits qui, depuis la rentrée universitaire de 1972 concourent à démontrer l'offensive forcée des dirigeants stalinien, flanqués de ceux du CERES, contre la Mutuelle étudiante, le document explique aux étudiants quel est l'enjeu du congrès de Marseille.

« Ce qui est en jeu à Marseille doit être clair pour tous.

Ou bien, par la normalisation stalinienne et l'exclusion bureaucratique, la MNEF emboîte le pas au gouvernement pour liquider la gestion étudiante et la discréditer — dans la droite ligne des ordonnances gaullistes déposant les travailleurs du contrôle de la Sécurité sociale ;

30 juin, conférence nationale des résidents des foyers de jeunes travailleurs

Jeudi 22 juin, les délégués des résidents des foyers ALJT, l'ANJR, l'inter-syndicale CGT-CFDT étaient reçus par la direction de l'ALJT. A l'ordre du jour de cette entrevue :

— les 11 licenciements de membres du personnel ;

— l'acceptation par la direction de la pension à l'ancien tarif ;

— la rouverture des self-services à 6 F le repas.

D'entrée de jeu, M. Rousselot, représentant l'ALJT, expliqua : « Il n'y a aucune autre solution ; il faut payer l'augmentation ; nous avons licencié onze membres du personnel parce que nous n'avons plus d'argent ; nous allons licencier tout le monde et fermer la maison. »

Tel est le langage tenu par les patrons de l'ALJT aux jeunes résidents et au personnel. La direction de l'ALJT cherche l'épreuve de force. Elle brandit les licenciements, la menace, le chantage.

Les délégués unis pour la défense de leurs revendications ripostèrent avec le soutien de l'inter-syndicale et de l'ANJR. « En deux ans, les pensions ont augmenté de 30 % et les salaires de 10 %. Cela ne fait pas le compte, nous ne patronnons pas. »

De plus, M. Rousselot devait expliquer : « Si quand bien même paieriez-vous aujourd'hui que cela n'éviterait pas les licenciements, le personnel est, pour une partie, non rentable. Cette question n'est pas propre à l'ALJT, je connais d'autres associations où ce problème est encore pire. »

Non à la fermeture du foyer Saint-Jacques

Au foyer St-Jacques qui dépend de l'Aide Sociale à l'Enfance, c'est-à-dire de la préfecture de Paris, rien ne va plus. La préfecture veut fermer le foyer où onze jeunes filles et quatre monitrices vivent depuis plusieurs années. Elle veut également fermer le foyer d'Enghien, licencier des monitrices pour activités politiques. Le foyer Saint-Jacques, dans le 14^e arrondissement, ne possède, au regard de la loi, aucune existence légale, il n'est qu'une dépendance d'Enghien et ne peut donc, selon la loi, être fermé puisqu'il « n'existe » pas.

Or, précisément, 15 jeunes y vivent et ne veulent pas partir.

L'ANJR et la section CGT de l'Aide Sociale à l'Enfance se sont réunies avec les jeunes du foyer. La riposte va s'engager malgré la période des vacances, tant sur le plan de la CGT, où une pétition doit être écrite pour le personnel de l'Aide Sociale à l'Enfance, que sur le plan de l'ANJR.

Il est aujourd'hui essentiel que toutes les organisations ouvrières du 14^e se réunissent pour mettre un terme à la provocation de la préfecture. Le foyer Saint-Jacques ne doit pas fermer.

D'ores et déjà, des résidents des foyers St-Jacques et de La Santé seront présents à la conférence nationale des jeunes résidents du 30 juin.

Le responsable de l'inter-syndicale CFDT, plusieurs délégués intervinrent sur le « caractère social de l'ALJT ». Ils montrèrent fort justement que les « services rendus » doivent être payés, ce qu'aucun résident n'a jamais refusé ; mais que, par contre, ce qu'on voulait leur faire payer, c'était le « côté social » de l'affaire, c'est-à-dire rembourser la construction des foyers de jeunes travailleurs dont la prise en charge doit être assurée conjointement par les pouvoirs publics et l'ALJT.

L'entrevue se termina vers 21 heures. L'ALJT refusait de satisfaire quoi que ce soit, tant du point de vue des résidents que du personnel.

Vendredi soir, au foyer de Fontenay, les délégués des foyers, l'inter-syndicale et l'ANJR se retrouvent pour discuter de l'action à engager, des problèmes politiques posés.

De plus en plus, les délégués ont conscience de l'isolement dans lequel la direction de l'ALJT veut enfermer la grève. C'est sur ces questions que se joue l'avenir du mouvement. Aujourd'hui, les organisations ouvrières ont la possibilité de mobiliser les travailleurs, le personnel, mais il est clair que, de ce point de vue, rien n'est organisé et que du temps précieux pour le succès de la lutte est gaspillé en tergiversations et prétextes surabondants.

Dès vendredi, l'ANJR a expliqué clairement : « La direction ne veut pas reculer, les résidents sont en grève depuis cinq semaines. Lors de la manifestation au siège de l'ALJT, il y a trois semaines, les organisations syndicales du personnel n'étaient pas présentes. Grâce au combat des délégués, à la volonté d'unité des résidents, l'action commune a été engagée ; mais aujourd'hui, c'est l'épreuve de force, il faut mettre tout le poids de la force des organisations et des travailleurs dans la balance. Or cela n'est pas fait. »

Pour régler cette question fondamentale, d'ordre politique, il n'y a pas de raccourci ni de replâtrage. Certains délégués proposent que les comptes bloqués où sont déposés les 235 F de chaque résident soient utilisés pour payer le personnel. Cette « solution » va évidemment à l'inverse du combat contre l'ALJT, contre le gouvernement. Comme le disent les patrons, « c'est aux résidents de payer ».

Il est clair qu'au demeurant cela signifie que les onze licenciements auraient pu être évités si les résidents avaient

payé le personnel, que la responsabilité de ces onze licenciements repose sur les jeunes travailleurs ! Qu'est-ce à dire ? Les résidents ne sont pas les patrons. Ils n'ont pas à payer leurs camarades de travail employés par l'ALJT !

On comprend, dans cette situation, l'immense responsabilité de ceux qui dirigent les syndicats des travailleurs. Nous assistons aujourd'hui à une véritable crise qui secoue tant l'ALJT que les FJT, etc. Les mouvements qui se développent aujourd'hui posent en termes immédiats la question de la nationalisation des foyers, de leur statut unique, de leur contrôle par les organisations ouvrières, de leur gestion.

La Conférence nationale des jeunes résidents reviendra largement sur ce débat essentiel le 30 juin prochain, à Paris.

Ou bien, le congrès de la MNEF engage immédiatement la lutte, toutes tendances réunies à la rentrée, avec l'appui des syndicats ouvriers.

— contre l'augmentation de la cotisation de Sécurité sociale étudiante,

— pour l'augmentation immédiate des remises de gestion,

— pour la défense des acquis du personnel.

« Des dizaines de milliers d'étudiants, dont 3 000 à Paris votant pour Nesterenko, se sont prononcés avec l'UNEF pour une mobilisation unie, immédiate, pour la défense de la MNEF, pour mettre un terme aux fraudes, provocations, exclusions, dans leur Mutuelle.

Les étudiants n'acceptent pas.

Ils n'acceptent pas que le sort de leur Mutuelle soit « décidé » comme à Colombes

sous la pression de cent permanents du PCF étrangers au milieu étudiant.

Ils n'acceptent pas qu'il soit fait appel aux six élus FNEF de Paris pour construire une majorité et exclure les militants de l'UNEF.

Ils n'accepteront pas que les principes en vigueur au Comité exécutif de Varsovie deviennent ceux de leur Mutuelle.

Ils savent que ces méthodes signifient à terme la liquidation de la gestion étudiante. A la rentrée, en tout état de cause, ils se mobiliseront contre la menace d'augmentation de la cotisation.

L'UNEF prendra à Marseille, comme à la rentrée, toutes ses responsabilités. Elle accueille que tous les congresses de la MNEF les leurs. Pour l'unité, tout le monde salue.

Les grévistes ne savent rien de ces négociations, rien du projet de revalorisation des salaires et des reclassements que les syndicats entendent proposer, sinon que le patron et les directions syndicales sont d'accord pour ne pas remettre en cause, à l'échelle de la BE, une grille qui se négocie à l'échelle du trust. Les responsables locaux CGT et CFDT font savoir que les autres usines de la LCC-CICE ne sont pas prêtes à se mettre en grève, mais que des revendications similaires : salaire minimum par catégorie, même valeur du point, reclassement des OS2 et des OP3, sont avancées dans plusieurs usines.

L'OCI et l'Alliance ouvrière disent dans un tract : non aux négociations secrètes entre les centrales syndicales et l'UTMM ! Compte rendu des négociations sur la grille en assemblée générale dans toutes les usines !

Que peut-on arracher à Dijon ? Quels objectifs ? Comment y parvenir ? A tout moment, les travailleurs ont été déposés du contrôle de leur mouvement. Ceux qui ont engagé la discussion avec l'Alliance Ouvrière sont d'accord sur un point : il ne faut pas attendre le prochain mouvement de grève pour régler ces problèmes ; les mêmes problèmes se sont posés lors de la grève des OS de Renault, lors de celle de la Sécurité Sociale. Certains ont tiré la conclusion qu'il fallait regrouper dans les syndicats ceux qui veulent faire des syndicats un instrument fidèle à la volonté des travailleurs.

A partir de là commence à s'engager une discussion plus large : quelles sont les forces politiques qui servent dans les syndicats des intérêts étrangers à ceux de la classe ouvrière ? N'y a-t-il pas un lien entre la trêve revendicative qu'ont tenté d'imposer les appareils en période électorale et le refus aujourd'hui de laisser les travailleurs maîtriser leur mouvement ? Quelle est la force politique qui pourrait imposer l'unité de classe et lever le « blocage » opposé par les dirigeants ? Quel gouvernement pourrait satisfaire les revendications ? A partir du bilan tiré ci-dessous par un camarade qui a fait partie du comité de grève, il a été décidé d'ouvrir un cadre large et régulier de discussion pour avancer dans la solution de ces problèmes.

I.O. — Quels objectifs s'étaient fixés les grévistes ?

Réponse. — Lundi 21 mai, 80 % du personnel de LCC-CICE, du trust Thomson se mettaient en grève. Un cahier de revendications a été déposé. 18 jours après, « tout rentrait dans l'ordre ». Les grévistes, sous la pression de la CGT et de la CFDT, reprenaient le travail après n'avoir obtenu que 0,016 % d'augmentation et de vagues promesses. Pourquoi ?

La première question est de savoir s'il était possible de gagner à Dijon sur la grille unique des salaires minimum par catégorie. A ceci nous répondons NON. LCC appartient à un trust, il n'est donc pas possible d'obtenir par la grève de seulement une filiale de ce trust des revendications qui touchent la Thomson tout entière. Les syndicats le savaient-ils ou ont-ils feint de l'ignorer ?

I.O. — Pourquoi, d'après toi, la grève n'a-t-elle pas abouti ?

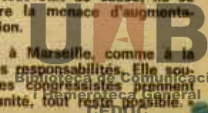
Réponse. — Il a été facile de voir pour les grévistes que si les syndicats ont très bien commencé la grève, ils l'ont plutôt mal finie. Un comité de grève a été constitué dès le premier jour. Il a tout d'abord été refusé par les patrons qui « ne voulaient pas discuter avec des gens « charmants » mais qu'ils ne connaissaient pas », puis par les syndicats qui n'ont même pas posé la question lors de la seconde réunion avec les patrons, à savoir si les patrons acceptaient le comité de grève ou non. Pourquoi ce refus des syndicats ?

On peut en conclure, d'ores et déjà, que la grève n'a pas été contrôlée démocratiquement par les grévistes.

La question est donc de savoir comment il faut faire pour que les deux sections syndicales expriment vraiment l'opinion des grévistes. Pour cela, il n'y a qu'une méthode : constituer démocratiquement un comité de grévistes élu par les travailleurs, que ce comité de grève se joigne avec les délégués syndicaux pour lutter ensemble sur des revendications sensées (et non pas utopiques) contre le patron, organiser chaque jour une assemblée générale où chacun pourra s'exprimer librement et où toutes les propositions pourront être votées.

Les travailleurs de LCC se souviennent que si l'on a fait voter la reprise du travail, on n'a jamais voté la mise en place d'un piquet de grève qui pourtant était réclamé par une majorité de grévistes.

Done, si les travailleurs de LCC ont intérêt à tenir le patron à l'œil, ils ont intérêt à surveiller les syndicats de l'autre.



■ Où va l'économie soviétique ? (3)

CHATEAUX EN SIBÉRIE

■ Prague:
remous
au sommet

Rien n'est simple dans les hautes sphères de la bureaucratie du Kremlin. Tant il est vrai que la caste parasitaire toute puissante à Moscou et dans les pays de l'Est de l'Europe est constamment aux prises avec des contradictions mortelles. Trop céder à l'impérialisme fait surgir le spectre de la restauration bourgeoise; trop réprimer les travailleurs et les militants, celui de la révolution politique.

Ainsi, M. Tchervonenko, ambassadeur d'URSS à Prague en août 1968, l'homme qui mit au point le détail de l'invasion militaire de la Tchécoslovaquie n-t-il été remercié par le Kremlin. M. Tchervonenko doit désormais exercer ses talents auprès des représentants de la bourgeoisie française. L'ambassadeur soviétique à Paris est un homme d'ordre. Mais précisément, cet « ordre » de la chaire du Kremlin, reste encore bien pré-bureaucratie, restauré à Prague par les caïres. La normalisation a frappé et frappe durement les militants de l'opposition socialiste et communiste tchécoslovaque. Pas suffisamment d'ailleurs au goût du normalisateur hystérique Bilak qui aurait déclaré récemment lors d'une conférence du PCT, en parlant des hommes du « printemps de Prague » : « C'est eux ou nous ».

Dans le même temps, nous apprend Pavel Tigríd (dans le Monde des 17-18 juin), émigré tchécoslovaque de 1948, ancien membre du parti bourgeois de Bénés et fort bien renseigné sur ce qui se passe à Prague, les dirigeants du Kremlin, par-dessus la tête de Husak et même de Tchervonenko ont — en décembre 1972, puis en janvier 73 — noué des contacts avec d'anciens dirigeants de 1968 tel Josef Smirkovsky, Oldřich Černík, Cestmír Cisar et même Jiří Hochman, l'un des militants les plus conscients de la nécessité de la révolution politique en Europe de l'Est et en URSS même.

Ne pouvant pas obtenir l'adhésion des masses tchécoslovaques au régime de Prague, le Kremlin, selon l'informé M. Tigríd, se préparerait à retirer — certes très progressivement — ses armées, tout en appelant certains des hommes du « printemps de Prague » à prêter leur concours à une « normalisation véritable ».

À juste titre, les hommes de 1968 et les militants de l'opposition socialiste ont exigé unanimement que soient libérés tous les prisonniers politiques tchécoslovaques lourdement condamnés lors des procès truqués de l'été 1972. Telle est la condition première, celle pour laquelle les militants ouvriers de tous les pays ne cesseront de lutter un seul instant. Mais ni Husak, ni Brejnev ne veulent relâcher Jaroslav Sabata, Milan Hübl — dont Pavel Tigríd écrit qu'il est en train de perdre la vue dans le secret de l'isolement —, Karel Kyncl et tous leurs camarades.

Le mur du silence entoure les militants tchécoslovaques emprisonnés. P. Tigríd écrit : « L'isolement des reclus est quasi-total ». Il nous apprend cependant (ces informations circulent dans les milieux de la bourgeoisie informée qui a ses entrées dans les services de la bureaucratie) que le général Prchlik a été libéré après avoir accompli sa peine ainsi que le journaliste Jiří Lederer et l'écrivain Laco Kalina, que tous les prisonniers politiques auraient été transférés dans de nouveaux bâtiments pénitentiaires dont les « installations ont le confort moderne ».

Dans le même temps, on apprend que Milan Hübl est sur le point de devenir aveugle. Tel est le « confort moderne » des géolés de Husak. Il y a, trois ans, déjà, des militants arrêtés avaient pu faire savoir qu'ils souffraient du « complexe de la prison » et rien ne garantit aujourd'hui que les conditions de détention faites aux militants socialistes et communistes de Prague, de Brno et de Bratislava respectent les droits fondamentaux de l'homme.

Les « informations » très partielles que produit aujourd'hui un journal comme Le Monde doivent permettre aux militants ouvriers de tirer deux conclusions. S'il est exact que le Kremlin cherche un accord avec les hommes du « printemps de Prague », livrés aujourd'hui au chômage ou à la prison, c'est là le signe qu'au sein même de la bureaucratie, la crise poursuit son œuvre

Nous nous sommes efforcés, dans les précédents articles, de formuler la contradiction majeure à laquelle se trouve confrontée la bureaucratie soviétique.

Après Budapest, Prague et Szczecin, l'obsession des dirigeants du Kremlin est d'avoir à faire face, sur une toute autre échelle, au soulèvement de millions d'ouvriers et de paysans.

C'est de ce souci que procède leur volonté, qui revient comme un leitmotiv à chaque occasion, de développer massivement la production de biens de consommation, destinée à différer autant que faire se peut l'expression du mécontentement dans le pays. Au risque de compromettre la réalisation de tous leurs autres objectifs.

« Il est significatif, écrit le conseiller commercial de France à Moscou, que, pour faire face à la pénurie de céréales, consécutive à la récolte gravement déficitaire de 1972, les dirigeants aient préféré faire une ponction dans leurs réserves de devises par des achats massifs à l'Ouest, pour assurer en totalité l'approvisionnement de la population plutôt que d'avoir recours à des mesures restrictives ».



Dans d'autres domaines, les objectifs du plan n'expriment nullement un quelconque « tournant » de la bureaucratie (encore que les conflits internes soient probablement fort algus sur ces problèmes), mais tout à fait directement la pression du prolétariat soviétique: entre 1971 et 1975, les dirigeants s'efforcent d'augmenter d'un tiers la consommation de viande, de multiplier par quatre la production de voitures individuelles, de faire progresser de 64 % la production de frigidaire et de 72 % celle de téléviseurs. Les petits-bourgeois de tout poil n'ont pas manqué d'y voir l'amorce d'une tendance à « l'embourgeoisement » de la classe ouvrière soviétique. Pour les marxistes, c'est là l'expression qui ne saurait tromper de la tentative angoussée des bureaucrates de passer un compromis tant soit peu stable avec les masses pour éviter qu'elles ne se mettent en mouvement.

Mais cette tentative se heurte immanquablement à toutes les contraintes du « socialisme dans un seul pays ».

En effet, pour augmenter la production de biens de consommation, comme pour moderniser l'agriculture, il faudrait améliorer décisivement la productivité du travail. Ce qui implique à la fois, dans un premier temps, un effort massif d'investissement (au détriment du fonds destiné à la consommation) et l'intensification à tous les niveaux des rythmes et des méthodes de travail.

Or le fonds d'investissement représente déjà 33 % de la production nationale (contre 17 % aux USA). Tandis que la productivité du travail n'atteint pas 40 % de celle des Etats-Unis. Dans un cas comme dans l'autre, par le ralentissement de la consommation individuelle ou par le resserrement de la discipline du travail, il faudrait s'attaquer à ce que le prolétariat soviétique considère comme ses droits acquis. La bureaucratie n'est pas prête à s'y risquer.

Faute de pouvoir s'engager dans cette voie, qui lui est barrée par des millions d'ouvriers et de paysans, la caste dirigeante se tourne vers le marché capitaliste. Brejnev voyage présentement de Washington à Bonn et à Paris dans l'espoir de trouver l'oreille compréhensive des dirigeants impérialistes.

Petits et grands bourgeois ne manquent pas d'expliquer que les périples du maître du Kremlin vont ouvrir une ère nouvelle de paix et de prospérité, appuyée sur un impétueux développement des échanges Est-Ouest. Tel est le point de vue de l'avocat Samuel Pissar, l'un des principaux intermédiaires agréés par les deux parties. Journalistes et plumitifs en tous genres brodent sur le même thème. L'un s'émerveille de ce que les excédents de l'agriculture américaine puissent être écoulés en Union Soviétique, tandis que les immenses ressources de pétrole et de gaz naturel encore inexploitées en Union Soviétique viendront aider les USA à résoudre la « crise de l'énergie qui se prépare ». Quelle belle harmonie !

La palme revient bien entendu au fameux docteur Armand Hammer, cet homme d'affaires américain qui fut, en son temps, prétend-il, « ami de Lénine », l'homme qui vient de passer le plus faibuleux « contrat » de l'histoire du commerce mondial, l'achat par les USA à l'Union Soviétique de plus de 300 millions de mètres cubes de gaz naturel par jour pendant vingt-cinq ans pour une somme de plus de 10 milliards de dollars.

Hélas, hélas, il y a loin de la coupe aux lèvres, et plus loin encore de l'appétit féroce des grands requins de la finance américaine à la possibilité pour eux de mordre à belles dents dans la chair vivante et dans le travail du peuple soviétique.

Le fameux « contrat » (qui n'est d'ailleurs présentement qu'une déclaration d'intentions entre le gouvernement soviétique et l'Occidental Petroleum du Dr Hammer) se heurte déjà à de multiples difficultés.

Il faudrait d'abord financer le projet. Ce qui implique l'octroi par le capital financier international de plus de six milliards de dollars de crédits à l'Union Soviétique, pour les installations de liquéfaction, le pipe-line de plus de 3 000

kilomètres destiné à acheminer le gaz jusqu'à la mer, le port pétrolier et la flotte de tankers...

Les grands banquiers qui ont été saisis de l'affaire ne se payent pas de mots. Il leur faut de solides perspectives de profit. Leur première réaction a été de venir vérifier sur place la réalité des réserves de gaz naturel annoncées par l'URSS.

Or, à ce jour, l'autorisation demandée n'a pas encore été accordée.

Il faut le comprendre: ce « retard » n'a rien à voir avec la lenteur et la négligence des fonctionnaires de la bureaucratie. C'est de tout autre chose qu'il s'agit. Autoriser la présence et l'investigation sur place, voire la mise en place permanente d'équipes de spécialistes envoyés par les trusts US, c'est faire un premier pas, nullement décisif, certes, dans l'immédiat, mais lourd de portée pour l'avenir, vers la mise en tutelle de l'économie soviétique. Il n'est pas douteux qu'une fraction importante de la bureaucratie est prête à faire ce premier pas et à en accepter les conséquences. Mais il est non moins sûr qu'une autre fraction renacle et s'oppose à ce que le feu vert soit donné aux représentants des trusts mondiaux.

L'empirisme et la myopie bureaucratique butent déjà sur d'autres obstacles.

La revue bourgeoise *Entreprise* (23 juin 1973) explique: « Au Congrès américain, à Wall Street et au Texas (les pétroliers), nombreux sont ceux qui s'opposent à ce que les USA jouent le rôle de banquiers de l'URSS. Un pétrolier de Louisiane résume la pensée commune en disant: "Avant d'aller investir quatre milliards chez les Russes, nous ferions mieux de prospecter notre sous-sol" ».

Là encore, il serait totalement erroné de ne voir dans cette réaction que l'avidité chauvine de lobbies plus ou moins menacés dans leurs intérêts par le développement du commerce avec l'URSS. Le comportement du capital US a des ressorts autrement plus profonds.

Dans un récent rapport présenté au Congrès américain, les sénateurs Humphrey et Reuss déclaraient « que, s'il est vrai que les USA vont tirer un bénéfice de l'accroissement de leurs disponibilités potentielles de pétrole et de gaz naturel, le bénéfice final sera en définitive plus important pour l'Union Soviétique. Pour équilibrer les avantages mutuels que les deux parties pourraient retirer de ce type d'accords, il faudrait que les USA puissent escompter un bénéfice politique d'une plus grande flexibilité du système soviétique et du ralentissement des programmes militaires de l'URSS ».

Et le *New York Times* commente cette déclaration (16 juin) en ces termes: « Cette analyse semble particulièrement pertinente si l'on veut bien se rappeler que de vastes investissements américains devraient être engagés en Sibirie avant que les premières livraisons de pétrole et de gaz russe ne commencent à arriver aux Etats-Unis. Et il n'y a d'ailleurs aucune garantie que ces livraisons soient finalement honorées si, pour une raison quelconque, une aggravation des relations politiques avec l'URSS intervenait dans les prochaines années ».

« Et, même dans le meilleur des cas, le pétrole et le gaz sibériens seront d'un coût élevé. Ce sera une entreprise d'un coût gigantesque... que d'extraire ces richesses du cœur de la Sibirie et de les transporter à travers la toundra, puis de les acheminer par mer jusqu'aux consommateurs américains. Il existe certainement des perspectives d'investissement plus attrayantes aux Etats-Unis mêmes et à l'étranger ».

« Les arguments les plus convaincants en faveur de ce genre de vastes accords économiques dont M. Brejnev s'est fait l'avocat tiennent en ce que, d'une manière ou d'une autre, ils vont améliorer le climat politique mondial... Mais il est à peine besoin de souligner que ce ne sont là au mieux que d'incertaines conjectures, lesquelles, même si elles paraissent acquiescées du vivant de M. Brejnev, pourraient bien disparaître avec ses successeurs. La charge de la preuve repose donc sur ceux qui, à Washington et ailleurs, plaident pour ce coûteux coup de poker ».

Venant d'un journal qui, de notoriété publique, représente les cercles du capital américain les plus favorables à la « détente », ces lignes ont un poids tout autre, selon nous, que les élocutions de l'avocat Pissar, ou les galéjades texanes du Dr Hammer qui voit déjà le jour où « les steaks américains grilleront avec du gaz russe ».

Il faut le comprendre: la « flexibilité » que demandent les sénateurs américains, ce n'est pas autre chose que le démantèlement des défenses de l'économie collectivisée, c'est, en perspective, la liquidation des conquêtes d'octobre sur lesquelles repose le droit à l'existence, à la vie et au travail de cent vingt-cinq millions d'ouvriers et de paysans soviétiques.

Telle est la perspective qu'ouvrent les représentants les plus sérieux du capital américain. Les « bénéfices politiques » que recherchent les sénateurs et le *New York Times*, comme la « garantie de durée » qu'ils réclament, n'ont pas d'autre signification. Et, lorsque le *New York Times* s'interroge sur le crédit qu'il est possible d'accorder à la signature de Brejnev, et sur le fait de savoir si ses successeurs assumeront les engagements contractés avant eux, il ne fait que constater à sa manière l'incompatibilité fondamentale des systèmes sociaux en présence, que ne sauraient atténuer les songes creux, d'un côté comme de l'autre, des chantres de la « coexistence pacifique ».

Seuls pourraient être durablement garantis les contrats qui reposeraient sur un ordre social identique, fondé sur le profit. L'incertitude politique dans les rapports avec l'URSS dont se plaint le *New York Times* ne procède pas des caprices de la bureaucratie, mais du fait que cette bureaucratie demeure liée, tributaire et dépendante de la structure de l'économie et de l'Etat édifiée en octobre 1917 par les travailleurs et les paysans russes, et que, jusqu'à nouvel ordre, il n'est pas en son pouvoir de s'affranchir de ce cadre.

Ce que craignent les capitalistes américains, ce n'est pas l'inconstance de leurs interlocuteurs du moment, c'est la solidité de l'économie collectivisée, en dépit de la gestion désastreuse des bureaucrates, c'est l'attachement du peuple russe à ce qu'il a arraché à l'impérialisme soviétique plus de cinquante ans.

Nous examinerons la semaine prochaine les manifestations bien tangibles de cet attachement, sur lesquelles butent déjà les « projets grandioses » de coopération économique entre l'URSS et les impérialismes occidentaux.



Et cette crise n'est que l'expression du développement de la résistance de millions de travailleurs tchécoslovaques à la normalisation, de millions d'ouvriers soviétiques au pouvoir de la bureaucratie, c'est-à-dire un élément de la révolution politique qui s'approfondit de Prague à Moscou.

La seconde conclusion, c'est que comme tous les hommes du « printemps de Prague », il faut exiger avec plus de force que jamais la libération immédiate de tous les emprisonnés politiques. Si M. Tigris a accès à certaines informations, alors que le mur du silence est si bien organisé, pourquoi le mouvement ouvrier devrait-il rester dans l'ignorance ?

C'est pourquoi le mot d'ordre de « Commission médicale d'enquête » pour sauver la vie de Milan Hübl est plus actuel que jamais. Tout comme l'est celui de « Commission ouvrière internationale d'enquête ». La libération anticipée de J. Sabata et de ses camarades est possible. C'est ce qu'indiquent les informations qui filtrent d'Europe de l'Est. C'est toute la lumière qu'exigent des milliers de militants ouvriers de toutes tendances qui savent que le socialisme est indivisible et incompatible avec la répression contre ses militants où que ce soit.

■ Pour sauver Manoel, unanimité au congrès du SNESup

Nous publions ci-dessous le texte d'une motion adoptée à l'unanimité par le récent congrès du SNESup contre la répression en Amérique latine. Le texte de cette motion porte tout particulièrement sur le cas du syndicaliste paysan brésilien, Manoel da Conceicao qui a concentré sur sa personne des sévices qui dépassent même l'imaginaire.

Soulignons que la lutte pour sauver Manoel, torturé à un point tel par la police fasciste du Brésil que sa vie est gravement menacée, est engagée par le Comité contre la répression et la torture en Amérique latine. « La Vérité » n° 560 d'avril 1973 a publié le document de ce comité, intitulé « Manoel ne doit pas mourir ».

Les signatures, et le soutien financier pour le Comité et cette campagne sur laquelle nous reviendrons doivent être envoyés à M. J.-Ph. Katz, 52, avenue de Choisy, 75013 Paris, CCP 14 148-72 Paris.

Le Congrès du SNESup, profondément alarmé des continuelles informations reçues concernant les atroces mesures de répression et de détention prises dans divers pays d'Amérique latine contre les militants des organisations ouvrières et démocratiques dans le but d'étouffer toute forme d'organisation et de protestation.

Indigné par l'institutionnalisation de la torture au Brésil qui a fait des milliers de victimes, la torture étant utilisée dans ce pays à la fois comme méthode d'interrogatoire et comme moyen pour terroriser la population.

Saisi de la lettre de Manoel da Conceicao, militant syndicaliste prestigieux du Brésil, organisateur avec d'autres de la résistance paysanne à l'expropriation de la terre par les grands propriétaires, blessé par balles en 1968 par la police qui mitraillait une réunion de petits paysans, il sera arrêté, puis torturé et laissé sans soins ; la mobilisation paysanne parvenait à obtenir sa libération ; à nouveau arrêté en février 1972, on restait sans nouvelles et on craignait le pire.

Le Congrès du SNESup exige la libération immédiate de Manoel. Il décide d'en appeler à la solidarité mondiale des enseignants, des chercheurs et des intellectuels propre à créer dans des délais brefs les conditions à cette libération.

Dans le même sens, le Congrès du SNESup décide d'informer l'ensemble des organisations ouvrières et démocratiques de notre pays pour que l'unité du mouvement ouvrier démocratique arrache Manoel des grôles de la barbarie fasciste brésilienne. Il décide de prendre contact dans ce but avec toutes les organisations prenant en charge la lutte contre la répression et la torture en Amérique latine.

Le Congrès mandate le Bureau national pour envoyer une délégation à l'Ambassade du Brésil à Paris pour qu'elle y exprime ses exigences et ses protestations.

(Adoptée à l'unanimité.)

■ Québec : à la veille du congrès du FRAP,

Vers le parti ouvrier indépendant

Nous publions cette semaine une interview d'un militant du Front d'Action Politique du Québec (FRAP), organisation politique ouvrière dont notre camarade définit les positions ci-dessous. Rappelons simplement que le FRAP a été constitué en 1970 par les trois centrales syndicales du Québec (la CSN, qui organise les mineurs, le FTQ-CTC lié à l'AFL-CIO des États-Unis, qui organise les travailleurs industriels, et la CEQ, centrale des enseignants). Il s'agissait, en 1970, de présenter pour la première fois au Québec, des candidats ouvriers à Montréal contre le maire Drapeau. La radicalisation de la situation au Québec, expression de la montée du prolétariat américain tout entier, tant au Canada qu'aux USA, amena alors le gouvernement fédéral du Canada à déclencher des « mesures de guerre » contre les militants ouvriers du Québec et Drapeau déclara à la radio : « Si le FRAP passe, le sang coulera dans la rue. »

Dans quelques jours, le FRAP tiendra son congrès. Il y sera débattu de la question brûlante du moment pour le prolétariat du Québec et du Canada : celle de la constitution d'un parti ouvrier indépendant de masse à partir des syndicats, parti pour lequel combattent les militants révolutionnaires organisés au sein du FRAP.

I.O. — Quelle est la situation et le cadre de regroupement des militants ouvriers au Québec ?

Réponse. — Depuis 1966-67, le mouvement ouvrier québécois a engagé des luttes d'une ampleur et d'un nombre sans précédents dans son histoire. Répondant aux attaques directes de la bourgeoisie (hausse vertigineuse du coût de la vie, mises à pied massives, chômage officiel allant parfois jusqu'à 13 % de la main-d'œuvre), les travailleurs ont riposté par une détermination, une mobilisation et une unité toujours grandissantes. Dans un contexte où ils n'ont pas d'organisation politique de classe qui les rassemble, cette montée ouvrière se manifeste avant toute chose par une recrudescence de la mobilisation et des luttes syndicales. De ce fait, c'est dans les syndicats que les travailleurs en viennent à débattre de leur action et des problèmes de la construction d'une organisation politique indépendante.

Ainsi, en 1970, se sont tenus à travers tout le Québec, quinze colloques régionaux intersyndicaux (CEO-CSN-FTO) qui reconstruisent la nécessité de l'action et de l'organisation politiques autonomes des travailleurs, orientées surtout vers les élections municipales et les élections au niveau des commissions scolaires. Ces décisions donnèrent lieu, à Montréal, à la création du premier parti des travailleurs né organiquement du mouvement même de la classe ouvrière au Québec, le FRAP, parti qui réunit en son sein syndiqués et non-syndiqués regroupés dans des comités d'action politique de quartier.

Mais aux élections municipales d'octobre 1970, les gouvernements prirent prétexte de l'activité terroriste du Front de Libération du Québec pour engager une campagne d'intimidation contre tout le mouvement ouvrier : prise de « mesures de guerre », incarcération des candidats ouvriers, etc. Le FRAP n'obtint aucun élu, mais rassembla jusqu'à 30 % des voix dans certains quartiers où il présentait des militants syndicaux.

La fin de l'année 1971 et surtout 1972 allaient voir de nouveaux développements : dans les grandes luttes que les travailleurs engagèrent (grève de la Presse et de la Fonction publique), contre lesquelles tous les partis politiques québécois se prononcèrent, la question de l'organisation politique de classe se posa avec encore plus d'acuité.

Le congrès de la FTO, en décembre 1971, se pencha précisément sur la possibilité de créer un parti des travailleurs à l'échelle de tout le Québec : le Congrès de la CEQ en 1972 posa le problème de l'action politique des enseignants en relation avec les autres groupes de travailleurs ; et enfin celui de la CSN, survenant tout juste à la fin des événements du Front Commun (mai 1972) (1), adoptait dans l'enthousiasme le principe de la création de « comités populaires » ouverts exclusivement aux travailleurs, comités populaires qui auraient eu pour tâche de regrouper politiquement les travailleurs et de faire perdre les élections aux candidats du Parti Libéral (parti au pouvoir au Québec). Mais, sauf quelques très rares exceptions, ces comités populaires ne virent pas le jour.

L'aspiration des travailleurs à un parti de classe s'exprima de la façon la plus nette lors de ce Congrès. Pendant les affrontements du printemps 1972, la fraction de la direction CSN liée directement au Parti Libéral, aigüillonnée par le gouvernement, avait scissionné de la centrale et fondé, avec les éléments les plus réactionnaires parmi les « permanents » syndicaux, la Centrale des Syndicats Démocratiques.

La dégoût des travailleurs, provoqué par ces machinations, fit de ce Congrès de la CSN une longue attaque contre le gouvernement et le Parti Libéral. La poussée des travailleurs amena le président de la Centrale, Marcel Pélipin, à proposer la constitution des dits « comités populaires » à travers tout le Québec. Ceci ouvrirait aux travailleurs la perspective concrète d'une action politique « nationale » (et non plus une action limitée aux seuls niveaux des municipalités et des commissions scolaires), ce qui était un pas en avant d'une extrême importance, et obligea plusieurs syndicalistes « libéraux » demeurés à la CSN à déchirer en public leur carte du Parti Libéral. C'était, confusément encore, la rupture politique avec la bourgeoisie que cherchaient les travailleurs. Et l'orientation vers cette rupture s'exprimait par un vote massif des 1 800 délégués, en faveur des Comités Populaires.

Mais les directions syndicales CSN-FTO-CEO se refusent toujours à prendre la direction d'un mouvement vers la constitution d'un parti ouvrier de masse au Québec. Elles ne s'y résoudront que forcées par une pression toujours plus grande des travailleurs. Le fait que les Comités Populaires n'ont jamais été créés, sauf à de rares exceptions, en est une preuve flagrante.

L'orientation des militants ouvriers d'avant-garde au Québec est de faire déboucher cette montée des travailleurs sur l'action et l'organisation politiques indépendantes de classe. Comme cette montée ouvrière s'exprime objectivement par une mobilisation syndicale sans précédent, c'est-à-dire au moyen des seules organisations de classes existantes, l'organisation politique, pour être une émanation de l'ensemble de la classe ouvrière, devra être une émanation du mouvement syndical, même si elle doit en être indépendante par la suite.

I.O. — Les Comités Populaires proposés par les syndicats impliquent-ils des candidats ouvriers indépendants des partis bourgeois, en particulier du Parti Québécois ?

Réponse. — Concrètement non. La proposition du Président Marcel Pélipin demeurait très vague sur ce point. Les Comités Populaires avaient eu pour but politique premier la défaite des candidats libéraux, mais on ajoutait que « certains comités pouvaient aller jusqu'à présenter des candidats ». D'un autre côté, le silence observé sur le Parti Québécois était révélateur. (2) Le Parti Québécois est un parti bourgeois, mais c'est un parti « nouveau », et c'est ce qui lui permet d'entretenir nombre d'illusions ; une large fraction des dirigeants syndicaux devant les mots d'ordre politiques avancés par les travailleurs qui rejettent avec mépris les partis traditionnels de la bourgeoisie, cherchent dorénavant à canaliser cette montée politique vers le Parti Québécois, à la dévoyer vers un parti bourgeois. Ces directions syndicales combattent directement la formation d'un parti de classe des travailleurs.

Marcel Pélipin ne pouvait pas, décemment, appeler à soutenir le Parti Québécois qui venait de dénoncer la grève du Front Commun. Mais son silence lui laissait la voie libre pour l'avenir...

I.O. — Dans les derniers mois, les congrès syndicaux ont reposé la question des candidatures indépendantes des travailleurs, fondées sur les syndicats. Comment se situent les différentes tendances et formations politiques face à cette perspective ?

Réponse. — Au mois de mai dernier, le Congrès des syndicats CSN de la région de Montréal, sur proposition du FRAP, a résolu de « participer » à nouveau à la formation d'un parti municipal des travailleurs pour les élections de 1974 à Montréal. Il reste maintenant pour les travailleurs à faire passer dans la réalité la décision prise.

Une large fraction des directions syndicales défend la position d'appui au PQ, position justifiée par la théorie de « l'étapisme ». (Il y aurait d'abord une question nationale à régler, puis viendrait la question sociale) et par la caractérisation du Parti Québécois en tant que « parti social-démocrate », c'est-à-dire comme parti à caractère ouvrier, ce que le PQ n'est pas.

Dans le même temps, abandonnant le terrorisme, Vallières, ancien dirigeant du FLO, entre directement au PQ, expliquant qu'il s'agit d'un vaste parti inter-classes qui lutte contre l'impérialisme, pour la libération nationale. Charles Gagnon, autre dirigeant du FLO, développe la théorie de la « communauté des intérêts à long terme, et souvent même, immédiats, de toutes les classes et couches sociales qui composent le peuple opprimé » (dans sa brochure « Pour le parti prolétarien », p. 30).

Il est à remarquer que le Parti Québécois ne s'est lui-même jamais présenté comme un parti en lutte contre l'impérialisme ; tout son programme, au contraire, montre qu'il cherche simplement à substituer un intermédiaire francophone à l'intermédiaire canadien anglais actuel de l'impérialisme.

Le FRAP, contre gauchistes et droitiers, reste, en 1973, au centre de la lutte pour la défense de l'indépendance du mouvement ouvrier face à quelque parti et programme bourgeois que ce soit : sa proposition, adoptée aux derniers congrès syndicaux de Montréal, visant à la désignation de candidatures ouvrières par les assemblées de travailleurs dans leurs syndicats et districts électoraux autour d'une plate-forme commune, est en l'expression.

(1) Il s'agit des grandes grèves d'avril-mai 1972 déclenchées après l'arrestation des dirigeants des centrales ouvrières, accompagnées d'émeutes, grèves qui virent en deux régions du Québec apparaître des formes d'organisation autonomes des travailleurs, en fait une situation de double pouvoir (lire « I.O. » n° 564 du 17 mai 1972).

(2) Parti constitué par René Levesque, ex-ministre libéral, une partie de l'appareil d'Etat et le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale (RIN).

Militants,
procurez-vous
le dernier
numéro de
« La Vérité »,
indispensable à
l'étude de la
situation politique.

LA VÉRITÉ



organe du Comité Central
de l'Organisation
Communiste
Internationale pour
la reconstruction
de la 4^e Internationale

Documents politiques
adoptés par
les 17^e et 18^e
congrès de l'OCI

Biblioteca de Comunicacion
Internacional General
CEDOC

Portugal (2)

Le parti communiste entre le corporatisme et le libéralisme bourgeois

Pampelune, la classe ouvrière tient bon

« Si l'amiral n'existait pas, il faudrait l'inventer », telle a été l'appréciation officielle de l'Opus Dei et des secteurs décalés de la bourgeoisie financière espagnole sur l'homme choisi par Franco pour lui succéder à la présidence du gouvernement. La presse internationale, de son côté, tout en soulignant, avec quelque ironie parfois, que la seule qualité politique que l'on puisse trouver à Carrero Blanco réside dans « sa fidélité inconditionnelle, depuis trente ans, au franquisme », ne laisse pas moins percer son inquiétude devant le caractère « paléo-franquiste » du nouveau gouvernement.

Car les bavardages sur « l'après-franquisme » ne peuvent masquer l'incapacité de la bourgeoisie espagnole à se débarrasser du régime franquiste, à surmonter ce que le Figaro appelle, avec élégance, « les subtiles contentes tissées entre les hommes du régime par trente-sept ans d'autocratie ».

A la crise du régime franquiste, entré maintenant dans sa phase de décomposition, la bourgeoisie parasitaire espagnole répond par l'immobilisme politique le plus total en même temps qu'elle accentue son caractère répressif, ce que manifeste nettement la composition du nouveau gouvernement.

La réponse du prolétariat espagnol n'a pas tardé : c'est la grève générale qui, depuis le 15 juin, paralysa Pampelune et sa région. On sait qu'en solidarité avec 200 travailleurs de « Motor Iberica », 50 000 ouvriers ont cessé le travail, entraînant avec eux les petits commerçants et les plus larges secteurs de la population laborieuse. Malgré les arrestations et la violence policière, le mouvement s'est étendu à d'autres villes de Navarre (Tudela et Irun) et touche la province voisine de Guipuzcoa (pays basque). Une véritable épreuve de force est engagée entre la classe ouvrière de cette région et le nouveau gouvernement ; la presse bourgeoise ne s'y trompe pas qui, contrairement à son habitude, commente très largement ce mouvement. Les « déclarations de solidarité » des évêques et le ralliement des carlistes ne changent rien au fait que c'est la classe ouvrière qui, avec ses organisations clandestines, dirige le mouvement : les formes d'action (grève générale, manifestations massives) et d'organisation (pickets de grève, assemblées générales) en témoignent irréfutablement.

C'est le moment que choisit Carillo (secrétaire général du PC espagnol) pour lancer un pressant appel afin de « poursuivre le dialogue avec TOUTES LES FORCES (souligné par nous) susceptibles de parvenir à une convergence de l'action antifasciste ».

Il faut apprécier tout le sens de cette déclaration qui survient :

— alors que les différentes fractions politiques de la bourgeoisie ont fait la preuve, avec leur acceptation unanime de la nomination de Carrero Blanco, de leur incapacité évidente à ouvrir une quelconque perspective politique autre que la tentative de perpétuer le régime franquiste.

— alors que, à Pampelune, la classe ouvrière montre à toutes les couches exploitées de la société espagnole, la seule voie pour mettre à bas le régime fasciste : celle de la grève générale.

C'est précisément ce moment que choisit Carillo pour s'adresser à la bourgeoisie espagnole et lui dire : « L'opposition doit en finir avec ses tergiversations et ses ambiguïtés. » Autrement dit, dans la situation explosive qui est celle du pays aujourd'hui, Carillo vole au secours de sa bourgeoisie et la presse de se détourner du « cadavre » franquiste et d'accepter le Pacte pour la liberté, c'est-à-dire le seul cadre politique susceptible d'assurer sa domination politique sur le prolétariat et les masses en lutte. Par là même, il choisit son camp et refuse d'ouvrir aux travailleurs de Pampelune et de toute l'Espagne la perspective nécessaire à la victoire de leur combat : la réalisation de l'unité ouvrière, la préparation de la grève générale.

Les militants du PCE seront les premiers, dans un avenir de plus en plus proche, à en tirer toutes les conséquences. Nous y reviendrons.

A partir de 1968-69, à travers les mouvements de grève qui déferlent sur le pays, la tendance profonde de la classe ouvrière à constituer ses propres organisations, tendance étouffée durant des décennies par l'appareil d'Etat militaire-policière de Salazar, s'est exprimée avec force, marquant l'ouverture d'une nouvelle étape dans la lutte des classes au Portugal.

Le prolétariat portugais, fraction de la classe ouvrière mondiale, prenait ainsi sa place dans le mouvement amorcé en 1968 sur l'arène internationale par la grève générale en France et le « printemps de Prague ».

Quelle fut la politique du Parti Communiste Portugais durant cette période ? Il faut tout d'abord souligner l'importance du PCP. Le régime de Salazar s'est consolidé, après le coup d'Etat militaire contre la République qui lui donna naissance, en détruisant toutes les organisations de la classe ouvrière, partis et syndicats. La seule organisation qui ait réussi à se construire sous la dictature a été le PCP, et ceci, essentiellement lors de la vague révolutionnaire qui a soulevé les masses à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Depuis cette époque, le PCP a réussi à maintenir une organisation, un journal et une implantation réelle dans la classe ouvrière, malgré la répression incessante et l'emprisonnement de nombreux militants et dirigeants.

L'Etat salazariste a mis en place un système corporatiste pour écraser la classe ouvrière et lui interdire toute expression indépendante. Les termes « Syndicats nationaux » (SN), ou simplement « Sindicatos » utilisés par les staliniens pour désigner les corporations fascistes, sont déjà une mystification du rôle et du contenu réel des corporations, à savoir un système de contrôle des travailleurs par un rouage de l'appareil d'Etat.

Dans tous les mouvements de la classe ouvrière portugaise et particulièrement depuis 1968, à côté des formes d'organisation indépendantes de la classe qui apparaissent, de multiples tentatives utilisant, au moins formellement, le cadre des corporations, ont eu lieu. Ce phénomène n'est cependant absolument pas contradictoire avec le précédent, en ce qu'il traduit les efforts de la classe ouvrière pour se frayer un chemin et faire valoir ses revendications et ses aspirations.

Le cadre des corporations est en fait totalement antagonique avec les tendances spontanées de la classe ouvrière à s'organiser pour la satisfaction de ses propres intérêts : à chaque fois que les travailleurs tentent de se servir de ces institutions pour y faire valoir leurs revendications, ils se heurtent à l'appareil d'Etat et à son arsenal répressif dont le cadre juridique réactionnaire des corporations est une composante.

Le mouvement du prolétariat

Chacune de ces tentatives, et elles sont extrêmement nombreuses, se résout par un affrontement avec l'Etat. Simple appendice de l'appareil d'Etat, apparemment totalement vides et inutiles, simples fictions juridiques durant les périodes « calmes », les corporations n'en jouent pas moins un rôle important lorsque se produisent des mouvements de classe du prolétariat : celui de canaliser, puis de briser ces mouvements en les émettant.

Pourtant, en l'absence de syndicats indépendants et de libertés démocratiques fondamentales, il est évident que de très larges couches de travailleurs, sinon toutes, tentent et tenteront à un moment ou à un autre, d'utiliser le cadre même des corporations pour leurs propres objectifs. Dans leur mouvement, ils se heurtent encore au cadre même des corporations, tenteront de faire sauter ce carcan, pour imposer l'existence de formes d'organisations indépendantes et les droits démocratiques fondamentaux.

Mais, pour atteindre ses objectifs, il est indispensable que le mouvement spontané parvienne à la conscience afin que les travailleurs et les militants puissent utiliser et combiner les différentes possibilités et formes de lutte en fonction de la situation, sans succomber aux illusions.

Dans ce processus, l'intervention d'une avant-garde militante est fondamentale. C'est cela qui confère une extrême importance à la politique du PCP, dans un pays où l'immense majorité de l'avant-garde ouvrière est organisée par le parti stalinien et où celui-ci a été pendant des décennies la seule organisation de masse de la classe ouvrière.

Depuis 1968, et suivant en cela une politique constante depuis la Deuxième Guerre mondiale, la direction du PCP n'a cessé d'appeler les travailleurs à entrer dans les corporations, avec l'objectif suivant : « Conquérir les syndicats nationaux ». La direction stalinienne répand l'illusion mortelle que les corporations, baptisées « syndicats », pourraient être conquises par l'action des masses, par la liquidation de l'emprise fasciste, et ceci sans qu'il soit nécessaire de détruire tout l'édifice de l'appareil d'Etat.

La même ligne politique condamne comme « aventuriste » toute tentative de constitution de syndicats clandestins illégaux. Ainsi la résolution du Comité central du PCP de mai 1970, tirant le bilan des grandes grèves de 1969 (des cheminots, de la CUF, etc.), déclarait-elle :

« La classe ouvrière et les masses travailleuses, en même temps qu'elles insistent sur le plan politique, sur la revendication de la liberté syndicale liée à la lutte pour le renversement du fascisme, manifestent leur volonté de liquider le syndicalisme fasciste. Elles considèrent comme des buts immédiats, dans les conditions actuelles, la dénonciation des irrégularités et de l'arbitraire pratiqués dans les syndicats nationaux, la mise à la porte des SN des directions au service du patronat et du fascisme, et leur remplacement à la tête des SN par des hommes jouissant de la confiance des travailleurs, en somme la prise en main des SN pour les transformer en des instruments de défense de leurs intérêts de classe. »

« La multiplication des luttes dans les SN, les grandes actions revendicatives et les importantes victoires obtenues, mettent en évidence qu'un large mouvement syndical est en marche, libéré du contrôle du patronat fasciste » (point 4 de la résolution).

Sous un radicalisme verbal, la réalité de la politique de l'appareil stalinien apparaît : il s'agit de cantonner le mouvement de classe

dans le cadre du corporatisme et pour cela il faut condamner le mouvement réel de la classe :

«... la large participation des masses aux luttes syndicales et les victoires obtenues, confirmant la justesse de l'orientation du PCP, mettent à nu l'enfantillage politique et la complète méconnaissance du mouvement ouvrier de la part des "verbalistes" pseudo-révolutionnaires qui accusaient "d'opportuniste" le travail dans les SN. Ils proclamaient que les travailleurs tourmentés par les SN et lancés dans des appels que personne n'a entendus, pour la création de syndicats clandestins » (point 6 de la même résolution).

Une politique criminelle

Egalement extrêmement significative est la directive donnée aux militants du PCP, à propos de la grève des cheminots, alors que ceux-ci avaient constitué la « Commission Nationale des Cheminots » qui la dirigeait nationalement :

« Des faiblesses qui nous semblent les plus marquantes, nous voulons détacher celle-ci : la faible et presque nulle utilisation des syndicats (c'est-à-dire le corporatisme fasciste NDT) soit pour provoquer des réunions et assemblées de travailleurs, soit pour faire leurs dirigeants à prendre position pour soutenir les revendications... » (Le Militant, organe du PCP).

Au même moment, le gouvernement rappelait dans un communiqué à la presse que « le seul représentant légitime des travailleurs est leur corporation ». La direction du PCP venait ainsi à l'aide directe de la bourgeoisie contre les cheminots, en poussant les travailleurs dans les corporations.

Mais que représente cette politique de soutien aux corporations dans l'ensemble de la politique du PCP ?

Le PCP divise le combat contre la dictature en deux fronts : front économique et le front politique. Le premier incombe aux travailleurs et c'est essentiellement le combat pour conquérir les corporations. Le front politique, lui, incombe à l'opposition démocratique qui prend à chaque période électorale une forme organisationnelle regroupant, avec le PCP, les différentes personnalités représentantes de la bourgeoisie, des généraux aux monarchistes en passant par des avocats libéraux, etc.

Le « front politique » se fixe comme tâche le combat pour la liberté et l'instauration d'un régime démocratique dans le cadre de la « révolution démocratique nationale ». MUD, MUNAF, FPL, MOD, telles sont les diverses appellations qu'a pris, au fil des années, cette politique de « front » avec diverses personnalités censées représenter la petite bourgeoisie et la bourgeoisie « non monopoliste » ou « libérale ».

En fait, il est clair que le capital financier n'a pas un seul pas pour représenter ses intérêts : il utilise et utilisera à tour de rôle des hommes, des courants ou des partis politiques les plus divers de la phraséologie dont ils se parent important peu, ceci en fonction uniquement des besoins du moment et du rapport de forces entre les classes.

Les personnalités « libérales » de la bourgeoisie ou de l'intelligentsia petite-bourgeoise qui ne trouvent pas à s'employer dans le cadre de la dictature militaire policière et fascisante de l'Etat de Salazar-Caetano, peuvent à une autre étape, être les porte-parole du capital financier. Il n'y a pas de bases économiques et sociales au Portugal, ni nulle part ailleurs en 1973, pour l'émergence d'une classe bourgeoise vigoureuse et avec un certain avenir, capable de reprendre à son compte les tâches de la révolution « démocratique et nationale ».

La politique du PCP tend à ligoter la classe ouvrière en pressant aux travailleurs les cadavres politiques des démocrates bourgeois comme étant leurs dirigeants légitimes. Cette politique, même que celle qui tend à cadenasser les travailleurs dans le cadre des corporations fascistes, ne vise qu'à un objectif : interdire à la classe ouvrière toute organisation et toute expression autonome interdire son existence comme classe.

Cette politique a également des conséquences funestes à l'université. Dans les AAEE (Associations d'étudiants), le PCP combat pour l'obtention de la « réforme démocratique de l'enseignement » pour la participation des étudiants à la gestion de l'université, pour la légalisation des Associations, c'est-à-dire leur intégration dans l'ordre corporatiste.

Les choses sont ainsi très claires : là où il n'y a pas d'organisation il s'agit de pousser les travailleurs dans les rouages de l'appareil d'Etat, afin d'empêcher toute construction d'organisation indépendante. Là où des embryons d'organisation existent et imposent par leur force, leur existence, il s'agit par le biais de la participation et de la légalisation de les intégrer à l'appareil d'Etat corporatiste.

Sans l'aide du PCP, les corporations n'auraient pas pu jouer pleinement leur rôle, et aujourd'hui le gouvernement ne pourrait pas passer à la destruction du mouvement étudiant et de ses Associations.

Mais un mouvement étudiant qui dresserait ses revendications devant combattre pour imposer les libertés démocratiques nécessaires à ses luttes, il avancerait alors dans la voie de l'unification et de la centralisation du combat des étudiants et pour ce fait de son unification avec les formes d'organisation autonomes de la classe ouvrière. Il devrait remettre en cause la politique de l'opportuniste démocratique, c'est-à-dire la politique de subordination aux intérêts de classe de la bourgeoisie, et de la direction stalinienne du PCP.

Argentine, Péron parviendra-t-il à sauver l'Etat ?

Après la passation des pouvoirs le 25 mai à Buenos Aires entre les militaires argentins et le nouveau président Campora, élu le 11 mars dernier, il est vite apparu que ce dernier n'avait pas la maîtrise de la situation.

C'est ainsi que depuis un mois ont eu lieu, à partir d'initiatives multiples de la jeunesse péroniste, toute une série d'occupations des administrations publiques. Un ministre de Campora a même été sommé de démissionner par les occupants et le pale président argentin s'est envolé vers Madrid sans avoir eu l'autorité nécessaire pour faire respecter la sacro-sainte puissance de l'Etat.

Devant la dégradation de la situation, le vide du pouvoir, le second de Péron s'est précipité à Madrid pour ramener le général exilé depuis 18 ans. La bourgeoisie argentine a un besoin éperdu d'un Bonaparte capable de ramener l'ordre et le calme.

Depuis un an, la hausse des prix à la consommation a été de 76,5% en Argentine. Le programme électoral de Campora comprenait des promesses d'augmentations substantielles des salaires. Or presque rien n'a été fait dans ce domaine par le nouveau gouvernement. Et le plus grave, c'est que des millions de travailleurs expriment aujourd'hui ouvertement leur mécontentement. C'est là un terrible danger pour la bourgeoisie et son Etat.

L'arrivée de Péron à Buenos Aires le 20 juin s'est faite dans un climat de guerre civile et de mobilisation révolutionnaire des masses. Plus de deux millions de travailleurs et de « pauvres gens » de tout le pays s'étaient rassemblés à l'aéroport dans la plus grande manifestation qu'ait jamais connue l'Argentine de toute son histoire.

Deux millions de travailleurs, une classe ouvrière et des masses laborieuses tout entières qui exigent de Péron qu'il satisfasse leurs revendications. Mais c'est par 20 morts et 300 blessés graves que s'est conclue cette formidable journée du 20 juin. Entre les tenants de la « patrie péroniste » et ceux de la « patrie socialiste », la paix est déjà devenue impossible. La tension entre les classes nées à se déchirer est devenue intenable.

« Péron peut rester au-dessus de la mêlée », expliquent tous les journaux. Mais ses premiers mots ont été nets : « La situation du pays est d'une telle gravité que la reconstruction réclame la participation et la collaboration de tous ». En clair, il est impossible de satisfaire les revendications. Et, tournant contre le « communisme », celui dont la bourgeoisie argentine espère qu'il sera une fois encore son sauveur a lancé un appel à la défense de l'Etat bourgeois : « Il nous faut revenir à l'ordre légal et constitutionnel comme à l'unique garantie de liberté et de justice ».

Ce langage est le langage de l'ordre. Mais les masses exigent satisfaction immédiate de leurs revendications. Ainsi il n'y aurait déjà plus de langage commun entre Péron et « son peuple ».

La lutte des classes, en Argentine, se dirige sans aucun doute à brefs délais vers un affrontement révolutionnaire. La conscience des masses devient, après un mois à peine de gouvernement péroniste, de plus en plus critique à l'égard des hommes au pouvoir. Dans une telle situation, les perspectives d'un regroupement autonome de l'avant-garde pour la construction du parti révolutionnaire sont plus grandes que jamais. Nous reviendrons sur l'activité que développent aujourd'hui en Argentine nos camarades de Política Obrera qui combattent dans ce pays pour construire le parti de la IV^e Internationale.

La grande presse française fait le silence

CE QU'A ÉTÉ LA GRÈVE GÉNÉRALE A LA RÉUNION

A l'île de la Réunion, comme en France, les résultats des élections législatives n'ont pas entamé la volonté de combat de la classe ouvrière. Ce que les travailleurs n'ont pu arracher sur le terrain électoral, en raison de la politique traitée des appareils (soutien au Programme commun) même s'ils ont, dans leur ensemble, voté pour leurs organisations (en doublant leurs voix par rapport à 1968), ils cherchent à l'obtenir en engageant le combat à partir de leurs revendications les plus immédiates.

Dans la période qui suivit les élections, les prix montèrent en flèche : le riz, aliment de base, passe de 45 à 65 F (CFA) ; les visites médicales augmentent de 18% ainsi que les boissons ; les prix du pétrole, du gaz, du ciment, du fer, du bois suivent la hausse effrénée.

La grève générale du 24 avril, décidée par les appareils comme devant être une journée de revendications sans lendemain, traduit à sa manière la profondeur du mouvement qui se prépare à la Réunion. Les manifestations des lycéens et jeunes contre la loi Debré, à Saint-Denis, Saint-Paul, Saint-Benoit, au Tampon ont été massives et répétées.

Lors des puissantes manifestations du 1^{er} mai, dans chaque ville, la classe ouvrière affirma son combat, entraînant derrière elle toutes les couches de la population. C'est à Saint-Louis, Saint-André, Saint-Benoit, Sainte-Rose-au-Port, des milliers de manifestants qui affirment leur force et leur unité dans la lutte.

Le mécontentement est alors à son comble chez les travailleurs.

Le 5 mai, à la CFE, pour une paie en retard (de 11 mai au lieu du 4), les travailleurs du bâtiment se mettent en grève sur les chantiers. A Netasec, le 5 mai, deux ouvriers licenciés, après grève du personnel, sont réintégrés ; le 4 à l'Umab, les travailleurs se mettent en grève pour la réintégration de leurs camarades et pour leurs revendications de salaire.

L'appareil stalinien qui contrôle la CGTR ne s'y trompe pas. Tous ces mouvements qui voient la classe ouvrière réunir, organiser son unité, ouvrant ainsi pour les plus larges couches de la population la voie à suivre, risquent de remettre en question la position des dirigeants du mouvement ouvrier.

Dès le 24 avril, ces derniers mettent en place l'intersyndicale comprenant la CGTR, la CFDT, FO. Le 2 mai, la commission exécutive de la CGTR réclame « des discussions concrètes et positives... sinon la classe ouvrière sera contrainte de reprendre la lutte commencée le 24 avril ». A la Serca (succursale de Renault à la Réunion), le 5 mai, lors du licenciement du délégué syndical, la CGTR envoie un télégramme à la direction de Renault-France et à la CGT annonçant : « Situation explosive actuelle Réunion... suite imprévisible... vous demandez intervenir d'urgence ».

Ainsi, le 5 mai, devant l'explosion qui se prépare, pour endiguer ce flot montant, l'intersyndicale CGTR, CFDT, FO appelle à la grève en ces termes :

« Après la grève de 24 heures le 24 avril, l'intersyndicale se voit contrainte de demander à l'ensemble des travailleurs de reprendre l'action jusqu'à satisfaction de leurs justes revendications, à partir de la semaine du 7 mai, suivant les modalités propres à chaque secteur ».

« Grève partout », titre *Témoignage*, organe du PCR, le 7 mai.

Mais, dès le départ, la volonté des travailleurs de faire aboutir leurs revendications s'exprime avec force.

Dès le 8 mai, le bâtiment et les dockers se mettent en grève illimitée à 100% ; Renault-Réunion, Serca, les brasseries de Bourbon, le Cilam Soreg, entrent en lutte, l'Umab dont la grève avait commencé le 4 poursuit le mouvement.

A l'E.E.R. (électricité), après la grève de 24 heures du 24 avril, qui avait permis d'obtenir certaines satisfactions, entraîne dans le mouvement général, le personnel se remet en grève à partir du 15 mai pour une durée illimitée. Il est rejoint par les enseignants, qui, ce 15 mai également, entrent en grève.

Témoignage titre le 10 mai : « Le mouvement s'amplifie dans toute l'île... Le mécontentement est maintenant général. Les 5 000 F d'augmentation, c'est possible — immédiatement, la preuve : certains patrons les ont déjà accordés. Tous doivent faire de même ».

Devant les provocations des CRS, à Sainte-Clotilde, matraquant les grévistes, arrêtant les jeunes, perquisitionnant dans la SIDR (logement des travailleurs), l'intersyndicale demande « aux travailleurs de s'abstenir de toute manifestation sur la voie publique. Dans un but d'apaisement et pour le retour rapide à une situation normale, l'intersyndicale souhaite que le maintien de l'ordre soit assuré par la police et la gendarmerie plus proche de la population ».

Malgré leur détermination, leur volonté de faire aboutir leurs revendications, les travailleurs réunionnais n'ont pu obtenir satisfaction. Ils exigeaient 5 000 F (CFA) immédiats et 45 000 F (CFA) minima.



Témoignage du 17 mai titre : « les travailleurs remportent une grande victoire ».

Accords dans presque tous les secteurs pour les 45 000 F par étapes (...).

Les dockers sont augmentés de 27 F de l'heure. Le salaire est encore en retard sur ce qu'il devrait être. Mais dans les mouvements actuels, c'est une victoire ».

Dans le bâtiment « l'objectif est de 45 000 F au 1^{er} juillet 1974 en trois étapes (...). Dans la métallurgie, une solution était en vue » (*Témoignage* du 17 mai). Dans le commerce, réajustement des salaires en accordant les 5 000 F supplémentaires. Dans les secteurs des industries de la sucrerie, de Pepsi Cola et Orangina, les travailleurs continuaient la lutte le 26 mai.

Les dirigeants, notamment Vergès, secrétaire du PCR, Bruny Paget, secrétaire de la CGTR, ont pu casser la grève générale qui s'amorçait dans l'île à partir du 24 avril et qui a tenu pendant huit jours.

Ils ont pu le faire grâce à la complicité des dirigeants des grandes organisations ouvrières françaises qui se sont bien gardés d'appeler au soutien et de donner toutes les informations nécessaires au prolétariat français et à l'émigration réunionnaise en France.

Il n'en reste pas moins que ce mouvement a été d'une importance capitale. Le prolétariat réunionnais a affirmé sa puissance. Il a entraîné dans son mouvement toutes les couches de la population. En lui-même, il exprime toute la combativité de la classe ouvrière, aussi bien dans la « métropole » que dans les « colonies ». Démarrant toutes les théories tiers-mondistes sur le caractère prétendument progressiste de certains secteurs de la bourgeoisie locale, la classe ouvrière a utilisé les armes traditionnelles de la lutte des classes. La politique de collaboration entre les classes prônée par l'ensemble des organisations traditionnelles des Antilles et de la Réunion, consacrée par la convention de Morne Rouge et soutenue par les dirigeants du PCF et du PS, partisans du maintien du colonialisme dans les départements d'Outre-Mer, a trouvé là la réponse des travailleurs.

Après la grève de la Réunion, des luttes de grande ampleur se préparent à la Martinique et à la Guadeloupe. Personne ne dit plus rien, tout le monde essaie d'oublier.

C'est pourquoi le Comité de Liaison des Travailleurs et Etudiants des Départements d'Outre-Mer engage une campagne d'explications et de clarification. Son prochain bulletin sera consacré à l'étude minutieuse du mouvement ouvrier et aux positions des différentes tendances qui s'expriment aux Antilles et à La Réunion. Ce Comité est le seul regroupement qui part de l'unité mondiale de la lutte des classes ; il permet aux militants, aux travailleurs, influencés par des organisations traditionnelles ou gauchistes de discuter, de confronter leurs expériences.

Dans la grève générale avortée de La Réunion sont apparus des militants ouvriers qui ont besoin de tirer le bilan de la grande lutte qu'ils ont engagée. C'est ainsi que le Comité des DOM entend être un élément du travail de clarification politique pour l'organisation de cette avant-garde qui se dégage des combats de classe, pour la construction d'un nouveau parti prolétarien.

LES PROVOCATIONS DANS LA IV^e INTERNATIONALE

(Suite de la page 12.)

plus libérale. Cela ne va pas. Mais ce n'est pas une raison pour les noirs d'être irresponsables. Bien sûr, on pourrait discuter encore, mais j'espère que nous nous reverrons dans peu de temps ».

Anticommunisme forcené, colonialisme éhonté ; l'individu, au moment même où il écrivait ces lettres, en écrivait d'autres où il nous assurait de sa fidélité au socialisme, à la révolution hongroise des Conséts. Nagy-Varga est un agent du Guépéou qui s'est infiltré dans la IV^e Internationale pour mener un travail de sape contre le trotskysme. Nagy-Varga connaît la « musique ». Il sait ce qu'il fait lorsqu'il propose ses services à l'impérialisme américain contre la montée de la révolution politique. Il sait ce qu'il fait lorsqu'il apporte son appui à l'impérialisme belge qui, avec le « noir raisonnable » Mobutu, a perpétré l'assassinat de Patrice Lumumba.

Nagy-Varga sait ce qu'il fait. Nous ne savons pas, quant à nous, quelles sont les raisons qui ont peut-être conduit la CIA à ne pas accepter plus longtemps ses services. Peut-être la CIA, qui elle aussi sait bien des choses, a-t-elle

percé l'agent double ? Quoi qu'il en soit, Nagy a dû se reconverter.

Depuis sa sortie, en 1956, de Hongrie, Varga-Nagy a multiplié les contacts à l'échelle internationale. Il est en contact avec les trotskystes. Ayant perdu son « job » ou étant affecté par le Guépéou à d'autres tâches, Nagy-Varga s'installe en France. Il s'affirme « trotskyste », commence son travail à l'intérieur de l'OCI et de la IV^e Internationale.

Les faits sont clairement établis. Ils le seront encore plus dans la brochure que l'OCI va publier sur les provocations dans la IV^e Internationale, en utilisant entre autres documents les archives de Nagy-Varga.

Nous dirons pour conclure que nous n'avons pas besoin des documents dont nous publions ici des extraits pour démontrer que Nagy-Varga proposait une politique de capitulation devant le stalinisme pour dresser un obstacle à la reconstruction de la IV^e Internationale. Il a suffi de le contraindre à écrire pour que, à l'aide du marxisme, la capitulation politique soit établie.

Bien évidemment, il a fallu que Nagy-Varga qui, avec la plus extrême prudence, a évité durant près de dix ans de s'affirmer politiquement, fasse un faux pas. Ce faux pas, il l'avait commis une première fois en 1966 en essayant de saboter contre l'OCI la conférence du Comité International de la IV^e Internationale. Défait, il s'est replié, prétextant qu'il n'avait pas bien compris l'enjeu politique en cause. En juillet 1972, en défendant d'ailleurs des positions exactement inverses à celles qu'il présentait en 1966, Varga-Nagy a fait un deuxième et décisif faux pas.

L'OCI n'a plus accepté de prétextes. Elle a demandé, puis elle a imposé que Varga-Nagy présente ses positions. Il a dû s'y résoudre. La méthode politique du marxisme a pu dès lors s'affirmer. Varga-Nagy a pu être qualifié comme un agent politique stalinien. Au 10 octobre 1972, les archives de Nagy-Varga qui nous ont été fournies en 1973, dont nous venons d'extraire quelques-unes, nous ont permis de nombreuses correspondances, attestant qu'il était provocateur du Guépéou à été démasqué.

Les provocations dans la IV^e internationale

Depuis que l'opposition de gauche a engagé le combat contre la bureaucratie du Kremlin à l'intérieur de l'Internationale Communiste, combat qui — après la trahison stalinienne de 1933 — s'est ordonné autour de la lutte pour la IV^e Internationale, le mouvement trotskyste a dû affronter la provocation stalinienne.

Il serait évidemment criminel de confondre les divergences politiques et la provocation. La IV^e Internationale, depuis sa fondation et avant, a connu des crises et des scissions politiques, les principales motivées par la pression du stalinisme et l'abandon des principes du Programme de transition.

La plus importante de ces crises politiques est celle qui oppose la Ligue « Communiste » et l'OCI. Ce sont là néanmoins des problèmes relevant de divergences politiques, non de la provocation stalinienne. La provocation stalinienne, c'est une autre affaire. Il est possible d'en définir certains traits qui se retrouvent dans toutes les provocations.

Dans une discussion, le provocateur stalinien est en général toujours d'accord avec la ligne « trotskyste », il en rajoute même ; mais au moment où les problèmes se concentrent sur la question centrale de la construction de la IV^e Internationale et du respect des principes du programme, le provocateur cherche toujours à dresser des obstacles en vue d'affaiblir la IV^e Internationale. Il cherche toujours à envenimer le climat des discussions. Devant l'offensive politique des trotskystes, le provocateur stalinien se replie prudemment, affirmant une « orthodoxie trotskyste » à toute épreuve. Il connaît parfaitement les règles de discussion découlant de l'application du centralisme démocratique. Le provocateur stalinien sait que dans le mouvement trotskyste toutes les questions politiques relèvent de la discussion libre. En conséquence, dans les instances régulières, il interviendra peu, écrira encore moins et votera avec les trotskystes.

Sachant ce que représentent l'URSS, les pays de l'Est, la Chine, où la bureaucratie contre-révolutionnaire a exproprié le prolétariat de ses conquêtes, publiquement, l'agent stalinien affirmera son accord avec le combat pour la révolution politique. L'agent du Guépéou fera plus ; il organisera le « travail » vers les pays de l'Est mais, parallèlement à cette activité qui lui donne une physionomie « trotskyste », avec la plus extrême prudence, l'agent stalinien nouera des relations limitées avec les éléments les plus faibles de l'OCI. Avec ceux-là, il entreprend un travail systématique de ragots, utilisant les difficultés en vue d'exacerber les rapports entre militants, les poussant systématiquement dans une attitude hostile à l'OCI et à l'AJS.

Bien évidemment, en dépit des précautions qu'il prend, des informations arrivent à percer ce mur de camouflage. L'agent provocateur du Guépéou sait que les trotskystes, tout en ayant conscience de la place de la provocation politique, ne peuvent en tenir compte que si des preuves tangibles la démontrent.

Les trotskystes ont appris par une longue expérience que sans faits précis et contrôlés prouvant la provocation, ce serait perturber toute la vie politique de l'organisation que de placer la possibilité de la provocation stalinienne comme un élément de la discussion.

La méthode des trotskystes, c'est la politique, la libre discussion dans le cadre du centralisme démocratique, le respect des principes du programme de la IV^e Internationale. Telle est notre règle. Le sachant, lorsqu'il est fait état des informations tendant à établir son travail de sape, l'agent du Guépéou proteste avec véhémence de sa loyauté. Il fait appel aux sentiments d'amitié, prétexte de sa mauvaise connaissance de la langue française qui a certainement induit en erreur le camarade avec qui il a discuté, etc. Il tombe malade, tellement il en est choqué !

Nous ne pousserons pas plus loin. Les vieux trotskystes reconnaîtront le portrait des frères Sobel, de « Etienne », organisateurs dans la IV^e internationale des provocations du Guépéou avant 1940.

NAGY - VARGA

Il nous faut à présent mettre un nom sur un agent provocateur démasqué. En appliquant la méthode rigoureuse de L. Trotsky, nous allons démontrer que Balazs Nagy-Varga, sur la base des faits contrôlés, documents à l'appui, est un agent du Guépéou.

Nous posons les termes. Dans la discussion qui s'est développée à partir de juillet 1972, l'OCI et le Bureau International du Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale ont caractérisé politiquement la capitulation de Nagy-Varga devant le stalinisme. Après avoir biaisé durant des mois, reculant pour ne pas écrire ses positions, Nagy-Varga dut se résoudre à publier un document. L'OCI lui ayant répondu, en accord avec Nagy-Varga, il fut décidé de mettre à l'ordre du jour du Bureau International (avril 1973) les textes en discussion. Nagy-Varga s'est refusé à la discussion. Il a pris n'importe quel prétexte pour fuir le débat. Toutes les organisations participant au Bureau International ont pris acte de cette désertion et, après discussion, ont décidé à l'unanimité de dénoncer Nagy-Varga. Jusque-là, nous nous situons encore sur le terrain politique des divergences entre le stalinisme et le trotskysme. Tous les textes ont été rendus publics dans *La Vérité* et *La Correspondance Internationale*. Nous n'y reviendrons que sur un point.

Dans un texte publié dans le numéro 2 du bulletin édité par Varga-Nagy, il est reproché à la direction de l'OCI (de préconiser une politique où) « à l'Est, les travailleurs seraient chargés de faire une révolution politique dont la direction est donnée à la "fraction Reiss", à Grigorenko, etc. » « La fraction Varga », est-il écrit dans la résolution unanime adoptée par le Bureau International du Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale :

« s'oppose à la "fraction Reiss" définie par le Programme de transition comme le véritable bolchevisme : la "fraction

Reiss", c'est la IV^e Internationale. L'éclatement de la bureaucratie et la rupture avec le Kremlin libèrent les forces politiques qui s'orienteront de telle sorte que se constitue la "fraction Reiss", c'est-à-dire le parti de la IV^e Internationale en URSS. A tout prix la "fraction Varga" veut empêcher que de tels processus se réalisent, c'est pourquoi elle se range du côté de Staline contre la "fraction Reiss", comme elle se range du côté de Brejnev contre Grigorenko, cherchant à dénaturer le combat de la "fraction Reiss". »

En fait, Varga-Nagy dans cette question, comme dans toutes les autres, est contraint d'avancer « sa couleur ». Il parle de la IV^e Internationale, de son maintien, proteste de son « orthodoxie trotskyste », mais, dès que concrètement il lui faut aborder les problèmes de fond, alors il se prononce avec Staline contre Reiss-Trotsky. Trotsky qui, le 14 septembre 1939, écrivait dans un article sous le titre : « L'anniversaire de l'assassinat d'Ignace Reiss », ces lignes :

« Il y a plus de deux ans, Ignace Reiss, un vieux bolchevik, un révolutionnaire dévoué et éminent, rompit ouvertement avec le régime de Staline. Il quitta le poste important qu'il occupait dans le Guépéou, renvoya la décoration de l'Ordre de Lénine ("il serait contraire à ma dignité de porter cette décoration en même temps que les bourreaux des meilleurs représentants de la classe ouvrière", écrivait-il le 17 juillet 1937 au Comité central du Parti Communiste Ukrainien) et il rejoignit ouvertement les rangs de la IV^e Internationale afin "de tout reprendre par le commencement, afin de sauver le socialisme". »

« A la lettre de Reiss, Staline y répondit avec les balles de ses tuteurs à gages. Le corps troué de balles de Reiss fut retrouvé aux environs de Lausanne, dans la nuit du 5 septembre. Mais les assassins, pressés par Staline, accomplirent leur tâche dans la hâte et avec négligence, et ne parvinrent pas à brouiller leur piste. La police suisse n'a eu aucun mal à établir que le meurtre était l'œuvre du Guépéou. »

« Lorsqu'il rompit avec Staline, Reiss savait mieux que quiconque ce qui l'attendait, mais Staline ne put le terroriser. En commun avec d'autres révolutionnaires authentiques, Reiss trouva le chemin de la IV^e Internationale. C'est précisément pour cela, pour la révolution mondiale, qu'il a donné sa vie. Les jeunes générations se souviendront toujours de lui comme de leur camarade de lutte, comme d'un combattant intransigent et comme l'un de leurs martyrs. »

Nagy-Varga, fidèle à son travail d'agent stalinien, en tentant de salir la mémoire de Reiss, sait qu'il salit la IV^e Internationale, tous ceux qui, en URSS et dans les pays de l'Est, en cherchant la voie de la IV^e Internationale, ne peuvent que rencontrer l'exemple de Reiss, tous ceux qui, dans tous les pays, luttent pour la IV^e Internationale.

Varga-Nagy, lui, est dans le camp de Staline contre Reiss, dans le camp de la bureaucratie stalinienne contre les trotskystes.

Nous lecteurs sont en droit encore de nous dire : jusque-là, vous n'avez prouvé qu'une chose : Varga-Nagy a capitulé devant le stalinisme.

Il y a plus. Nous allons à présent publier des documents qui démontrent que Varga-Nagy est un agent provocateur du Guépéou. On pourrait signaler combien est rare une situation où des documents, écrits par l'intéressé lui-même, puissent prouver la provocation. S'il y a toujours des failles dans le travail de provocation, il faut en général attendre longtemps avant d'en administrer la preuve.

Mais des documents sont entrés en notre possession, par l'entremise d'un vieux militant trotskyste chez qui Varga-Nagy avait entreposé ses archives. Varga-Nagy, qui a toujours (durant près de dix ans) abusé de la confiance des militants ouvriers, pensait que cela pourrait durer.

Notre camarade, après avoir étudié les textes et documents publiés dans *La Vérité* et *La Correspondance Internationale*, a décidé, après la réunion du Bureau International du Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, de transmettre à l'OCI ces archives qui contiennent en particulier une large activité épistolaire en langue française et en langue hongroise. Les militants de l'OCI sont en train d'étudier et de traduire ces documents. Nous conserverons, bien évidemment, le style de l'intéressé.

Le 27 octobre 1958, Nagy écrit dans une lettre :

« Cher Monsieur,

« Pendant ce temps-là, nous avons organisé une conférence scientifique sur la révolution hongroise avec les intellectuels italiens qui aura lieu les 3-4 novembre à Milan. La conférence était organisée par une commission qui englobe comme membres MM. Olivetti, Pampaloni, Bobbio, Venturi, Giolitti, Einaudi, Valiani et son président sera probablement M. Parri. Je pense que cette conférence donne une occasion pour établir un contact solide et fructueux pour guérir les illusions envers le marxisme-léninisme d'une part, et pour rechercher une idéologie quelconque de l'autre. Je suis heureux de vous faire savoir que la revue L'Est et l'Ouest va publier mon article sur l'idéologie de la lutte spirituelle préparative de la révolution. »

Première indication : Varga-Nagy organise contre le « marxisme-léninisme » une conférence avec les dirigeants politiques de l'impérialisme italien.

Deuxième indication : on apprend que Varga-Nagy collabore à la revue *Est-Ouest*, revue anticommuniste, financée par l'impérialisme US, plus ou moins par les services politiques de la CIA, pour « rechercher une idéologie quelconque ».

Le 6 novembre 1958, Nagy-Varga écrit dans une lettre adressée à :

« Cher Monsieur,

« Merci bien pour vos remarques à l'égard de notre déclaration. Moi, j'avais la même impression que ce que vous dites de l'expression "progressiste", et pour ce nous avons demandé à quelques-uns à Paris : est-ce que nous

pouvons employer ce mot ? On nous a renseigné que ce mot n'est identique, ni avec communiste, ni avec ses collaborateurs ; et ainsi nous l'avons accepté. »

« Quant à votre deuxième remarque, je suis d'accord avec vous mais, du point de vue tactique, il est très important de déclarer la neutralité. Nous ne sommes pas neutres, bien sûr, dans la lutte menée contre le communisme. Mais nous sommes hors des blocs politiques pour mieux approcher aux peuples qui vivent derrière ce rideau de fer et aux peuples afro-asiatiques. Vous connaissez leur abstention de toutes les politiques des blocs. Deuxièmement, à mon avis, la voie d'issue n'est pas trouvable dans la politique des blocs. Bien qu'elle soit nécessaire (à cause du bloc soviétique), retenons-la aux autres, c'est-à-dire aux politiciens, et cherchons une nouvelle, sans appartenance à aucun bloc politique, lutte idéologique en même temps contre le communisme. »

Toute la duplicité de l'agent provocateur Nagy-Varga, apparaît lorsque, pour gagner la confiance de l'OCI, il nous informe que des questions se posent à propos de ses propres camarades. Par exemple, sur « Joan », militant stalinien de longue date en France, retournant dans un pays de l'Est en 1950, pour le quitter il y a quelques années. Mais, ajoute-t-il, « nous sommes trotskystes, il n'y a pas de preuves, je veillerai, etc. »

Toute la duplicité est ici concentrée :

« Je me proclame neutre, déclare-t-il en substance, pour gagner la confiance (mieux faire approcher aux peuples qui vivent derrière le rideau de fer et aux peuples afro-asiatiques) des militants, mais je ne suis pas neutre, je suis un anticommuniste qui, dans le camp de l'Ouest, lutte idéologiquement contre le communisme. »

Le 14 novembre (sans précision d'année), Nagy-Varga écrit de Bruxelles au « cher Monsieur » :

« J'ai bien reçu votre lettre et la revue également. J'ai envie de parler avec vous le plus tôt possible et je vous remercie vivement de votre affection et de votre intérêt envers mes affaires, soit communes, soit personnelles. »

« Avant que nous nous rencontrions, je voudrais terminer tout à fait la dernière partie de l'analyse du système communiste. En reliant ensemble les deux dernières parties, c'est-à-dire "la décomposition du système communiste" et "le communisme national", j'ai découvert ses extrêmes faiblesses. La raison de cette faiblesse est que j'ai fait deux chapitres alors que c'est un chapitre qui est nécessaire. Maintenant, j'écris de nouveau ces deux chapitres ensemble. Par cette méthode, il est possible de montrer l'interdépendance entre le communisme national et le processus soi-disant "dégel", et en même temps démontrer les limites du communisme national et la différence entre ces deux tendances. A savoir cette duplicité qui trompe les observateurs, qui accueillent le communisme national comme une "condition sine qua non", car ils vantent celui-ci alors que c'est le "dégel" qui est le plus important et qui décompose le système communiste. Dans le processus de "dégel", nous trouvons les forces étrangères au communisme. J'espère que je réussirai à démontrer à la fois la signification et l'impossibilité pratique, l'importance et la fraude historique du communisme national. »

Là, nous avons une nouvelle indication sur l'anticommunisme de Varga, mais pas de n'importe quelle façon. L'angle de tir de Nagy-Varga est tout entier dirigé contre la « fraude historique du communisme national ». Qu'est-ce que le communisme national ? C'est justement le mouvement des communistes hongrois qui se sont engagés dans la révolution hongroise des Conseils de 1956 ; c'est le mouvement du Printemps de Prague qu'en 1973 il poursuit toujours de sa hargne. Nagy-Varga écrit en 1973 dans son bulletin numéro 2 dont nous avons cité le passage dirigé contre Reiss :

« Pire encore (la direction des travailleurs serait donnée) à l'aile gauche du 14^e congrès du PC tchécoslovaque, c'est-à-dire comme l'explique Jiri Polkan dont les positions ne sont jamais critiquées par la direction de l'OCI, il s'agit d'une "révolution" qui aurait ceclé de politique que... elle se limiterait à une simple réforme. »

Le traqueur Varga-Nagy connaît très bien les positions de la direction de l'OCI sur le 14^e congrès du PC tchécoslovaque, positions publiquement affirmées dans sa presse. Il sait que si nous considérons comme un pas en avant le 14^e congrès clandestin du PC tchécoslovaque, nous n'avons jamais identifié celui-ci avec un parti de la IV^e Internationale. Mais il s'agit d'autre chose : il s'agit de la haine du stalinisme contre la marche vivante de la révolution politique. Il s'agit de l'agent du Guépéou prétendant défendre devant les travailleurs et les militants la révolution hongroise des Conseils. On le sait, la bureaucratie de Moscou, avec l'aide de l'impérialisme mondial, a écrasé la révolution hongroise des Conseils ; offrant ses services à l'impérialisme, Nagy-Varga condamne ceux qu'il affirmait être ses camarades, les Maleters, les Imre Nagy, parce qu'il sait que l'impérialisme estime devoir appuyer la bureaucratie du Kremlin comme barrage à la révolution politique, contre le « communisme national ». Les illusions de Maleters, d'Imre Nagy, des délégués du 14^e congrès clandestin du PC tchécoslovaque sur la possibilité de réforme dans les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme sont certaines. Mais la haine de Varga-Nagy est la haine du stalinien, agent du Guépéou, contre le premier pas de la révolution politique dont les autres conduisent, à condition que soient construits des partis de la IV^e Internationale, les partis de Reiss et de Trotsky, à la révolution politique.

Encore une lettre, celle-là datée du 9 août 1960 :

« Quant aux événements actuels, on pourrait en dire beaucoup. A mon avis, les Belges n'avaient pas raison de donner l'indépendance sans aucune préparation, après un colonialisme paternal. Ils ont pratiqué une politique qui a consisté à regarder les colonies comme des enfants, et brusquement ils ont voulu appliquer une politique la